

N° 10508

CONSEIL D'ÉTAT
DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Projet de loi portant approbation des
Actes internationaux relatifs à l'abolition
des prohibitions et restrictions à l'importation
et à l'exportation, signés à Genève le 8 novembre
1927 et le 11 juillet 1928.

1928/29.

MM. Steichen, pt -
Kauffmann, D
Koutner, - G
Seidenbarf, - G
Lax. *in*

Staatsarchiv Luxemburg

AM. 5.

Br. 2714.

COMM

circ
MM

No. 19. — V. 26 — 1000.

(Le
dist
me
le 18

Le d

Mon

du

GOUVERNEMENT.

COMMERCE, INDUSTRIE

ET
TRAVAIL

N^o 3/104/28

ANNEXES

Luxembourg, le 20 novembre 1928.

12.11

N^o 10508

Monsieur le Président,

Treuer et b.v. Jani
circuler:

M. Heichen,

Kauffman,

Kutner,

Leideubach,

Sen.

No. 19. - V. 26 - 1000.

(Le projet a été
distribué à tous les
membres du Conseil

le 12.11.1928)

Les documents ont été
signés par les
membres du Conseil
le 12.11.1928

Nous avons l'honneur de vous prier de bien
vouloir appeler votre haute Corporation à délibérer
sur le projet de loi qui est joint à la présente et qui
a pour objet l'approbation, en vue de leur ratification,
des Actes internationaux spécifiés ci-après:

1° La Convention internationale pour l'abolition
des prohibitions et restrictions à l'importation et
à l'exportation signée à Genève le 8 novembre 1927, ainsi
que l'Accord complémentaire à cette Convention signé
à Genève le 11 juillet 1928.

2° L'arrangement international relatif à l'exporta-
tion des peaux signé à Genève le 11 juillet 1928.

3° L'Arrangement international relatif à l'exporta-
tion des os signé à Genève le 11 juillet 1928.

La genèse et l'objet de ces accords comportent
quelques explications.

La guerre a fait subir à la vie économique
mondiale des perturbations tellement graves qu'au
lendemain de la conclusion de la paix les pouvoirs
publics de nombreux pays se sont vus placés devant
une situation entièrement nouvelle et absolument
anormale. Des circonstances extraordinaires réclamant
des mesures exceptionnelles, la plupart des Etats:

A

Monsieur le Président

du Conseil d'Etat,

Luxembourg.

ont cru devoir s'écarter des voies qui leur étaient tracées par leur politique économique traditionnelle pour adapter cette politique aux besoins spéciaux de la nouvelle situation. Appréhendant la raréfaction des matières premières nécessaires à l'industrie ou des produits du sol servant à la sustentation humaine, certains Etats ont frappé ces produits de prohibitions d'exportation ou de droits de sortie fort élevés.. D'autres Etats ont voulu favoriser l'essor de la production nationale en éliminant la concurrence étrangère par des défenses d'importation ou des droits prohibitifs. Mais tous ces remèdes artificiels, loin de conduire au but visé, se sont révélés plutôt comme des entraves hautement préjudiciables au libre développement des échanges commerciaux internationaux..

En présence du désarroi qui menaçait de paralyser le commerce mondial, la Société des Nations a pris l'heureuse initiative de provoquer une action commune et concertée de tous les Etats intéressés au problème de l'assainissement économique, tout en basant cette oeuvre d'assainissement sur un plan déterminé.. La première partie du programme arrêté à ces fins par la Société des Nations a trouvé sa réalisation par la conclusion de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, convention qui a été signée à Genève le 3 novembre 1923 et que le Luxembourg a ratifiée par la loi du 16 mars 1927.

Encouragée par les résultats obtenus par ce premier accord international, la Société des Nations a poursuivi sans relâche la réalisation de ses aspirations vers un régime plus libéral et plus favorable à l'interpénétration économique mondiale.

A la suite d'une résolution qui a été prise

par l'Assemblée de la Société des Nations à la date du 25 septembre 1924, une Conférence internationale a siégé à Genève, du 17 octobre au 8 novembre 1927, pour étudier la possibilité et l'opportunité d'une entente entre Etats en vue de la suppression définitive des restrictions auxquelles l'échange des marchandises se heurte à l'importation et à l'exportation. S'inspirant des conclusions de la Conférence économique internationale tenue à Genève en mai 1927, la Conférence du mois d'octobre a reconnu que les prohibitions d'importation et d'exportation, les régimes arbitraires et les discriminations déguisées qu'elles suscitent ont eu des résultats déplorables, sans que les inconvénients graves de ces mesures aient eu pour contre-partie les avantages financiers ou les bienfaits sociaux qu'en espéraient les Etats qui les avaient prises. Les travaux de la Conférence ont abouti à la conclusion d'une Convention internationale qui a été signée à Genève le 8 novembre 1927 et qui a pour objet l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation.

Le principe fondamental sur lequel repose l'accord intervenu se trouve énoncé à l'article 2, par lequel les Etats contractants s'engagent à supprimer, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur de la Convention, toutes prohibitions ou restrictions à l'importation et à l'exportation, et à ne pas établir par la suite des prohibitions ou restrictions de ce genre. Cet engagement n'est cependant pris que sous réserve des dérogations prévues aux articles 4, 5 et 6.

L'article 4 énumère certaines catégories de prohibitions et de restrictions qui ne sont pas interdites par la Convention, à la condition, toutefois,

qu'elles ne soient pas appliquées de manière à constituer un moyen de discrimination arbitraire entre les pays étrangers où existent les mêmes conditions, ni de manière à constituer une restriction déguisée des échanges internationaux. En l'espèce, il s'agit de prohibitions ou restrictions qui, déjà avant la guerre, avaient pris corps dans la plupart des traités de commerce et dont le caractère d'opportunité et de nécessité est incontestable.

L'article 5 réserve aux Etats contractants le droit de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation ou à l'exportation pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires, et anormales, les intérêts vitaux du pays. Au premier abord, la rédaction de cet article qui a paru tout particulièrement délicate et qui a fait l'objet de longues discussions au sein de la Conférence, semble être trop élastique pour parer à des interprétations arbitraires. La Conférence a cependant manifesté sa volonté expresse que la réserve inscrite à l'article 5, premier alinéa, ne saurait avoir qu'une portée strictement limitative. Aussi l'alinéa 2 du même article stipule-t-il que si des mesures de cette nature sont prises, elles devront être appliquées de telle manière qu'il n'en résulte aucune discrimination arbitraire au détriment de toute autre Partie contractante. De plus, la durée de ces mesures devra être limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

L'article 6 autorise les Parties contractantes à faire la réserve de certaines exceptions dues à des circonstances de fait ou de droit qui mettent les Etats dans l'impossibilité de prendre immédiatement, en ce qui concerne des produits déterminés, l'engagement souscrit

à l'article 2. Notons qu'en l'espèce il s'agit exclusivement de prohibitions ou restrictions qui étaient encore en vigueur le 8 novembre 1927, date de la signature de la Convention principale. Ces prohibitions ou restrictions sont nommément spécifiées dans la liste annexée à la Convention du 8 novembre 1927 ainsi que sous l'article A de l'Accord complémentaire du 11 juillet 1928. Il importe de relever qu'aucune de ces dérogations, dont le nombre est d'ailleurs peu élevé, n'a une répercussion préjudiciable aux intérêts luxembourgeois.

Aux termes de l'article 17 de la Convention, celle-ci sera mise en vigueur dans les conditions et à la date qui seront fixées par une réunion à convoquer, entre le 15 juin et le 15 juillet 1928, par le Secrétaire général de la Société des Nations. Cette réunion s'est tenue à Genève au mois de juillet dernier; elle a donné lieu à la conclusion d'un Accord complémentaire à la Convention du 8 novembre 1927 qui a été signé à la date du 11 juillet 1928.

L'article C de l'Accord complémentaire prévoit que, pour être mise en vigueur, la Convention devra avoir recueilli au préalable la ratification ou l'adhésion d'au moins dix-huit Etats. Les instruments de ratification devront être déposés au Secrétariat général de la Société des Nations avant le 30 septembre 1929. Chacun des Etats contractants aura en outre la faculté de faire savoir au Secrétaire général de la Société des Nations, au moment du dépôt de sa ratification ou de la notification de son adhésion, qu'il subordonne la mise en vigueur de la Convention, en ce qui le concerne, à la ratification par certains des 14 Etats dénommés ci-après: L'Allemagne, l'Autriche,,

les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie.

Le 11 juillet 1928, la Conférence a signé, en même temps que l'Accord complémentaire à la Convention du 8 novembre 1927, deux arrangements spéciaux dont l'un a trait à l'exportation des peaux et dont l'autre concerne l'exportation des os. Les peaux et les os, qui constituent des matières premières d'industries fort importantes, font l'objet, dans de nombreux pays, de restrictions entravant sérieusement la libre circulation de ces produits. Cette constatation a amené la Conférence de 1927 à inscrire dans l'Acte final de la Convention du 8 novembre 1927 une stipulation recommandant aux pays où ces restrictions sont appliquées de se concerter, avant la réunion officielle de la Conférence prévue pour 1928, pour examiner s'ils ne pourraient renoncer simultanément à toute réserve en cette matière. Une réunion s'est tenue dans ce but à Genève au mois de mars dernier. Un accord n'ayant pu être réalisé à cette réunion, les délibérations furent reprises à la veille de la Conférence du mois de juillet écoulé. Ces nouvelles délibérations ont eu pour conclusion la signature des deux arrangements prédésignés.

L'arrangement international relatif à l'exportation des peaux consacre un double engagement à assumer par les Etats contractants: celui de ne plus soumettre, à partir du 1. octobre 1929, l'exportation des peaux et pelleteries fraîches ou préparées à aucune prohibition ou restriction, sous quelque forme ou dénomination que ce soit, et celui de ne maintenir ou instituer, à partir de la même date, aucun droit d'exportation sur ces produits.

Par l'arrangement international relatif à l'exportation des os, les Parties contractantes prennent l'engagement qu'à partir du 1. octobre 1929 l'exportation des os bruts ou dégraissés, ainsi que de leurs déchets, des cornes, ongles et sabots, ainsi que de leurs déchets, et des cuirs à colle, ne sera soumise par elles à aucune prohibition ou restriction, sous quelque forme ou dénomination que ce soit. L'arrangement prescrit en même temps une limitation du taux du droit d'exportation qui pourra être institué par les Etats contractants.

Pour les deux arrangements, les instruments de ratification devront être déposés avant le 1. juillet 1929 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

La Convention du 8 novembre 1927 et les trois accords intervenus le 11 juillet 1928 resteront ouverts à la signature des Etats jusqu'à la fin de la présente année.

Les Etats qui ont signé jusqu'ici la Convention du 8 novembre 1927 sont en nombre de 29, savoir: L'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Autriche, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Inde, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Egypte, l'Esthonie, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Turquie.

Quant aux deux arrangements internationaux relatifs à l'exportation des peaux et des os, ils ont été signés, l'un et l'autre, par les Etats indiqués ci-après: L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Grande-Bretagne, le Danemark, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, les

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la Suisse et la Tchécoslovaquie.

Il appert de l'énumération qui précède que le Luxembourg figure parmi les Etats signataires tant de la Convention du 8 novembre 1927 que des trois accords intervenus le 11 juillet 1928. La ratification de ces quatre Actes internationaux, qui sont à considérer comme formant un ensemble, est hautement recommandable, non seulement parce qu'elle fournit au Grand-Duché l'occasion d'apporter à l'oeuvre poursuivie par la Société des Nations une nouvelle preuve de solidarité internationale, mais aussi parce que la mise en vigueur de ces accords assurera à notre pays des avantages indispensables pour sauvegarder et consolider sa prospérité économique. Pays producteur ~~an~~ même titre que consommateur, qui doit trouver sur le marché mondial des débouchés pour ses produits industriels et agricoles et qui, pour une grande partie de matières premières et d'articles de consommation courante, est tributaire de l'étranger, le Grand-Duché de Luxembourg a un intérêt incontestable à voir disparaître le plus tôt possible les derniers vestiges d'un régime qui a failli juguler les échanges internationaux. En ce qui concerne plus spécialement les deux arrangements qui ont été signés le 11 juillet 1928, celui relatif à l'exportation des peaux est même d'un intérêt vital pour notre industrie des cuirs et des gants.

Vu les termes assez proches que ces accords réservent aux Etats signataires pour les ratifier et dont l'un expire déjà le 1. juillet prochain, nous serions grandement obligés à votre haute Compagnie de bien vouloir reconnaître un caractère d'urgence

Projet de loi

portant approbation des Actes internationaux relatifs
à l'abolition des prohibitions et restrictions à
l'importation et à l'exportation signés à Genève
le 8 novembre 1927 et le 11 juillet 1928.

— XXXXX —

Article unique.

Sont approuvés, en vue de leur ratification,
les Actes internationaux spécifiés ci-après:

1° La Convention internationale pour l'abolition
des prohibitions et restrictions à l'importation et
à l'exportation signée à Genève le 8 novembre 1927,
ainsi que l'Accord complémentaire à cette Convention
signé à Genève le 11 juillet 1928.

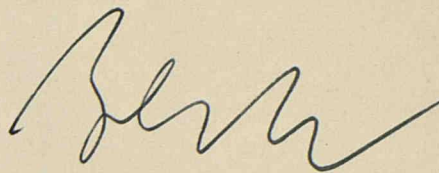
2° L'Arrangement international relatif à l'expor-
tation des peaux signé à Genève le 11 juillet 1928.

3° L'Arrangement international relatif à l'exporta-
tion des os signé à Genève le 11 juillet 1928.

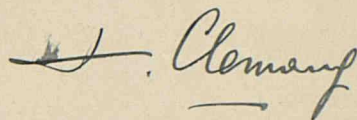
- 1422 -

à l'examen du présent projet de loi ainsi que des
documents qui l'accompagnent.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'R. Poincaré', written in a cursive style.

Le Directeur général
du Commerce et de l'Industrie,

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'J. Clemenceau', written in a cursive style.

À l'examen de ces deux projets de loi ainsi que des
documents qui l'accompagnent.

Le ministre d'État,
Président du Gouvernement,

[Signature]

Le directeur général
du Service de la Législation,

[Signature]

1844

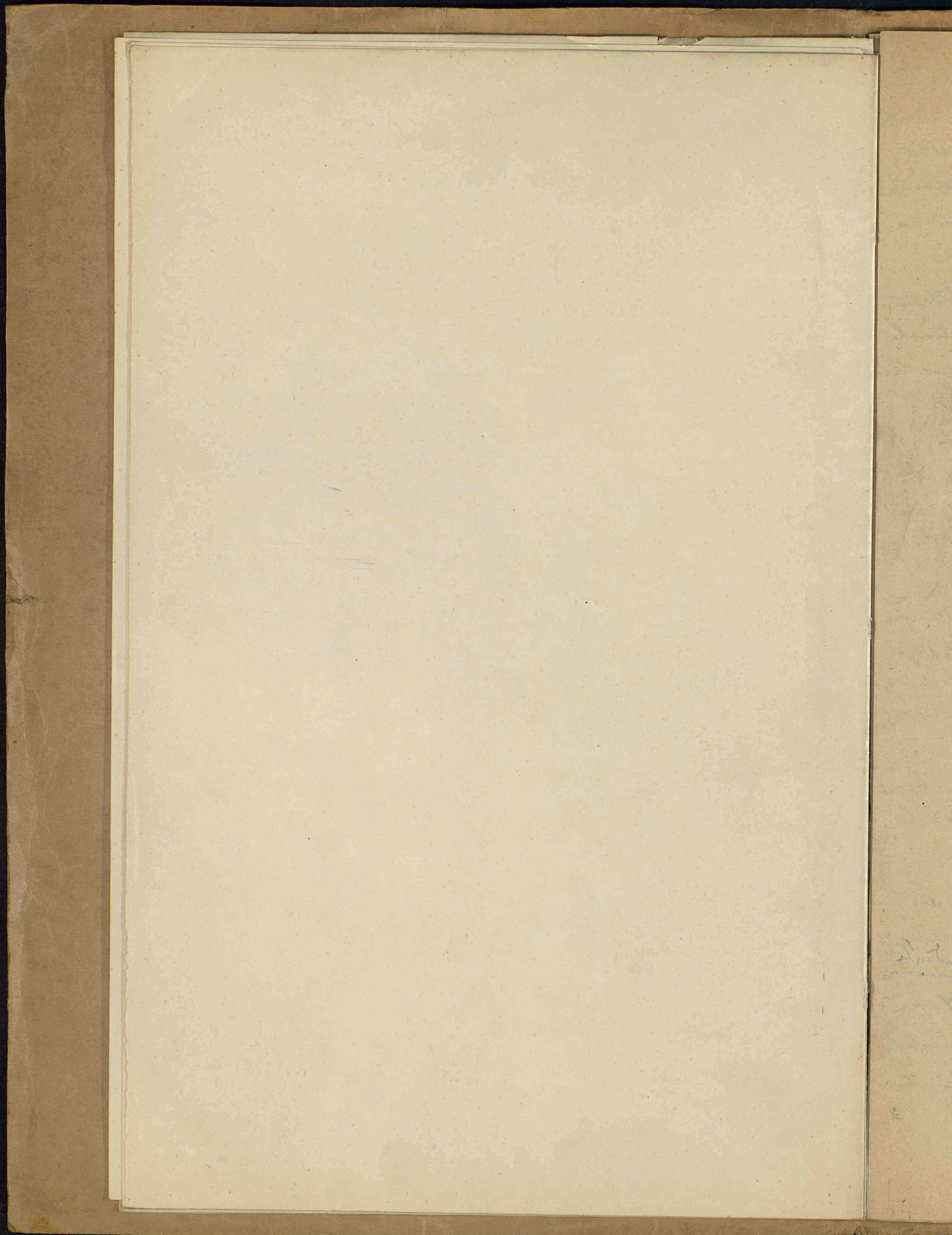
Dear Sir,
I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 10th inst. in relation to the matter of the
of the same, and in reply to inform you that the same has been forwarded to the proper authorities for their consideration.
I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
J. M. Smith

I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 10th inst. in relation to the matter of the
of the same, and in reply to inform you that the same has been forwarded to the proper authorities for their consideration.
I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
J. M. Smith

I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 10th inst. in relation to the matter of the
of the same, and in reply to inform you that the same has been forwarded to the proper authorities for their consideration.
I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
J. M. Smith

I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 10th inst. in relation to the matter of the
of the same, and in reply to inform you that the same has been forwarded to the proper authorities for their consideration.
I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
J. M. Smith

I have the honor to acknowledge the receipt of your letter of the 10th inst. in relation to the matter of the
of the same, and in reply to inform you that the same has been forwarded to the proper authorities for their consideration.
I am, Sir, very respectfully,
Your obedient servant,
J. M. Smith



Chrs du Conseil d'Etat

Sous la date du 20 novembre 1891, le Conseil
d'Etat a été saisi par Monsieur le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement et par Monsieur le Directeur
général du Commerce et de l'Industrie d'un projet de
loi ayant pour objet d'ratifier divers arrangements
internationaux concernant l'abolition des
prohibitions et restrictions relatives à l'importation et à
l'exportation.

Le Comité d'Etat allemand et l'Assemblée nationale
par la Société des Nations et leurs efforts qui ont été
faits pour arriver, après des discussions approfondies,
aux résultats consensuels par les actes signés à Genève
le 8 novembre 1927 et le 14 juillet 1928.

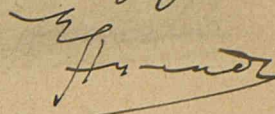
Le malaise causé par la crise économique des
de l'Europe provient en grande partie de la
politique suivie par un grand nombre de pays
qui, au lieu de favoriser l'extension des marchés,
s'efforcent d'élever des ~~obstacles~~ ^{obstacles} devant
artificiellement empêchant le libre développement
des relations commerciales internationales de
nation à nation. Au lieu de se baser sur les
saines conceptions de la vraie doctrine économique,
ils ont construit des barrières ^{parfois} quelquefois
franchissables.

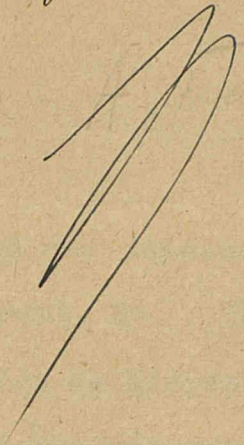
Atte politique pour être le signe de la commune
pendant les années qui ont immédiatement

Deliberé en séance plénière le 18 janvier 1929.

Le Président ff

Le Secrétaire





L
CON

CONSEIL D'ÉTAT.

Le Conseil d'État,

Appelé par dépêche du Ministre d'État, Président du
Gouvernement, du 11 mai 1929, à délibérer sur
la question de dispense du second vote constitutionnel du
projet de loi concernant l'approbation des actes interna-
tionaux relatifs à l'abolition des prohibitions et restric-
tions à l'importation et à l'exportation, signés à Genève le
8 novembre 1927 et le 11 juillet 1928,
projet qui a été adopté par la Chambre des Députés dans
sa séance du 10 mai 1929
et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis y émis par le Conseil
en séance du 18 janvier 1929;

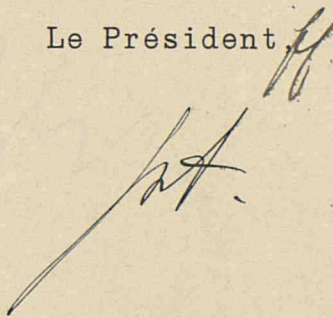
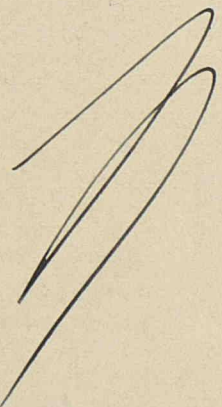
Se déclare d'accord avec la Chambre des Députés pour
dispenser le projet de loi dont s'agit du second vote
prévu par l'art. 59 de la Constitution.

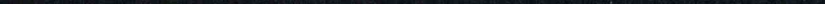
Ainsi décidé en séance publique du 14 mai 1929.

Le Secrétaire,

Le Président,

Mte





GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.

DIVISION
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Luxembourg, le 11 mai 1929.

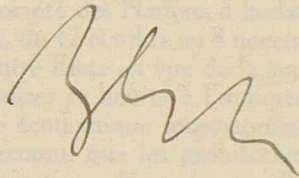
Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que dans sa
séance du 10 de ce mois, la Chambre des Députés a adopté
à l'unanimité des 46 votants
le projet de loi ci-inclus portant approbation des actes
internationaux de Genève des 8 novembre 1927 et 11
juillet 1928,

et qu'elle a déclaré en même temps qu'il y a lieu à dispense
du second vote prévu par l'art. 59 de la Constitution.

Veuillez, Monsieur le Président, inviter le Conseil à se
prononcer à son tour sur la question de la dispense du second vote.

Le Ministre d'État,
Président du Gouvernement,



Monsieur le Président
du Conseil d'État

à

Luxembourg.

Document 11.001.123

CHAMBRE
DE
LUXEMBOURG
DIVISION
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES
N. 1. 104

Monsieur le Président

Je vous prie de bien vouloir agréer
ma reconnaissance pour l'envoi de
votre lettre du 10 de ce mois.
A l'assemblée des 40 votants
à propos de l'élaboration d'un
protocole de coopération des
internationaux de Genève dans novembre 1927 et 11
juillet 1928.

Il paraît y avoir eu une erreur
de la part de la presse qui a dit que
le Comité d'Études de l'Europe
et de l'Asie a été créé par le
Comité d'Études de l'Europe et de l'Asie.

Je vous prie de bien vouloir agréer
ma reconnaissance pour l'envoi de
votre lettre du 10 de ce mois.

1/104

Monsieur le Président
du Comité d'Études

Chambre

N° 215.
CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Session ordinaire de 1928-1929.

PROJET DE LOI

PORTANT

approbation des Actes internationaux relatifs à l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, signés à Genève le 8 novembre 1927 et le 11 juillet 1928.

Dépêche au Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 20 novembre 1928.

Monsieur le Président,

Nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir appeler votre haute Corporation à délibérer sur le projet de loi qui est joint à la présente et qui a pour objet l'approbation, en vue de leur ratification, des Actes internationaux spécifiés ci-après :

1° La Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, signée à Genève le 8 novembre 1927, ainsi que l'Accord complémentaire à cette Convention, signé à Genève le 11 juillet 1928.

2° L'Arrangement international relatif à l'exportation des peaux, signé à Genève le 11 juillet 1928.

3° L'Arrangement international relatif à l'exportation des os, signé à Genève le 11 juillet 1928.

La genèse et l'objet de ces accords comportent quelques explications.

La guerre a fait subir à la vie économique mondiale des perturbations tellement graves qu'au lendemain de la conclusion de la paix les pouvoirs publics de nombreux pays se sont vus placés devant une situation entièrement nouvelle et absolument anormale. Des circonstances extraordinaires réclamant des mesures exceptionnelles, la plupart des Etats ont cru devoir s'écarter des voies qui leur étaient tracées par leur politique économique traditionnelle pour adapter cette politique aux besoins spéciaux de la nouvelle situation. Appréhendant la rarefaction des matières premières nécessaires à l'industrie ou des produits du sol servant à la sustentation humaine, certains Etats ont frappé ces produits de prohibitions d'exportation ou de droits de sortie fort élevés. D'autres Etats ont voulu favoriser l'essor de la production nationale en éliminant la concurrence étrangère par des défenses d'importation ou des droits prohibitifs. Mais tous ces remèdes artificiels, loin de conduire au but visé, se sont révélés plutôt comme des entraves hautement préjudiciables au libre développement des échanges commerciaux internationaux.

En présence du désarroi qui menaçait de paralyser le commerce mondial, la Société des Nations a pris l'heureuse initiative de provoquer une action commune et concertée de tous les Etats intéressés au problème de l'assainissement économique, tout en basant cette œuvre d'assainissement sur un plan déterminé. La première partie du programme arrêté à ces fins par la Société des Nations a trouvé sa réalisation par la conclusion de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, convention qui a été signée à Genève le 3 novembre 1923 et que le Luxembourg a ratifiée par la loi du 16 mars 1927.

Encouragée par les résultats obtenus par ce premier accord international, la Société des Nations a poursuivi sans relâche la réalisation de ses aspirations vers un régime plus libéral et plus favorable à l'interpénétration économique mondiale.

A la suite d'une résolution qui a été prise par l'Assemblée de la Société des Nations à la date du 25 septembre 1924, une Conférence internationale a siégé à Genève, du 17 octobre au 8 novembre 1927, pour étudier la possibilité et l'opportunité d'une entente entre Etats en vue de la suppression définitive des restrictions auxquelles l'échange des marchandises se heurte à l'importation et à l'exportation. S'inspirant des conclusions de la Conférence économique internationale tenue à Genève en mai 1927, la Conférence du mois d'octobre a reconnu que les prohibitions d'importation et d'exportation, les régimes arbitraires et les discriminations déguisées qu'elles suscitent ont eu des résultats déplorables, sans que les inconvénients graves de ces mesures aient eu pour contre-partie les avantages financiers ou les bienfaits sociaux qu'en espéraient les Etats qui les avaient prises. Les travaux de la Conférence ont abouti à la conclusion d'une Convention internationale qui a été signée à Genève le 8 novembre 1927 et qui a pour objet l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation.

Le principe fondamental sur lequel repose l'accord intervenu se trouve énoncé à l'article 2, par lequel les Etats contractants s'engagent à supprimer, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur de la Convention, toutes prohibitions ou restrictions à l'importation et à l'exportation, et à ne pas établir par la suite des prohibitions ou restrictions de ce genre. Cet engagement n'est cependant pris que sous réserve des dérogations prévues aux articles 4, 5 et 6.

L'article 4 énumère certaines catégories de prohibitions et de restrictions qui ne sont pas interdites par la Convention, à la condition, toutefois, qu'elles ne soient pas appliquées de manière à constituer un moyen de discrimination arbitraire entre les pays étrangers où existent les mêmes conditions, ni de manière à constituer une restriction déguisée des échanges internationaux. En l'espèce, il s'agit de prohibitions ou restrictions qui, déjà avant la guerre, avaient pris corps dans la plupart des traités de commerce et dont le caractère d'opportunité et de nécessité est incontestable.

L'article 5 réserve aux Etats contractants le droit de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation ou à l'exportation pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays. Au premier abord, la rédaction de cet article qui a paru tout particulièrement délicate et qui a fait l'objet de longues discussions au sein de la Conférence, semble être trop élastique pour parer à des interprétations arbitraires. La Conférence a cependant manifesté sa volonté expresse que la réserve inscrite à l'article 5, premier alinéa, ne saurait avoir qu'une portée strictement limitative. Aussi l'alinéa 2 du même article stipule-t-il que si des mesures de cette nature sont prises, elles devront être appliquées de telle manière qu'il n'en résulte aucune discrimination arbitraire au détriment de toute autre Partie contractante. De plus, la durée de ces mesures devra être limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

L'article 6 autorise les Parties contractantes à faire la réserve de certaines exceptions dues à des circonstances de fait ou de droit qui mettent les Etats dans l'impossibilité de prendre immédiatement, en ce qui concerne des produits déterminés, l'engagement souscrit à l'article 2. Notons qu'en l'espèce il s'agit exclusivement de prohibitions ou restrictions qui étaient encore en vigueur le 8 novembre 1927, date de la signature de la Convention principale. Ces prohibitions ou restrictions sont nommément spécifiées dans la liste annexée à la Convention du 8 novembre 1927 ainsi que sous l'article A de l'Accord complémentaire du 11 juillet 1928. Il importe de relever qu'aucune de ces dérogations, dont le nombre est d'ailleurs peu élevé, n'a une répercussion préjudiciable aux intérêts luxembourgeois.

Aux termes de l'article 17 de la Convention, celle-ci sera mise en vigueur dans les conditions et à la date qui seront fixées par une réunion à convoquer, entre le 15 juin et le 15 juillet 1928, par le Secrétaire général de la Société des Nations. Cette réunion s'est tenue à Genève au mois de juillet dernier; elle a donné lieu à la conclusion d'un Accord complémentaire à la Convention du 8 novembre 1927, qui a été signé à la date du 11 juillet 1928.

L'article C de l'Accord complémentaire prévoit que, pour être mise en vigueur, la Convention devra avoir recueilli au préalable la ratification ou l'adhésion d'au moins dix-huit Etats. Les instruments de ratification devront être déposés au Secrétariat général de la Société des Nations avant le 30 septembre 1929. Chacun des Etats contractants aura en outre la faculté de faire savoir au Secrétaire général de la Société des Nations, au moment du dépôt de sa ratification ou de la notification de son adhésion, qu'il subordonne la mise en vigueur de la Convention, en ce qui le concerne, à la ratification par certains des 14 Etats dénommés ci-après: l'Allemagne, l'Autriche, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Grande-Bretagne, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Turquie.

Le 11 juillet 1928, la Conférence a signé, en même temps que l'Accord complémentaire à la Convention du 8 novembre 1927, deux arrangements spéciaux dont l'un a trait à l'exportation des peaux et dont l'autre concerne l'exportation des os. Les peaux et les os, qui constituent des matières premières d'industries fort importantes, font l'objet, dans de nombreux pays, de restrictions entravant sérieusement la libre circulation de ces produits. Cette constatation a amené la Conférence de 1927 à inscrire dans l'Acte final de la Convention du 8 novembre 1927 une stipulation recommandant aux pays où ces restrictions sont appliquées de se concerter, avant la réunion officielle de la Conférence prévue pour 1928, pour examiner s'ils ne pourraient renoncer simultanément à toute réserve en cette matière. Une réunion s'est tenue dans ce but à Genève au mois de mars dernier. Un accord n'ayant pu être réalisé à cette réunion, les délibérations furent reprises à la veille de la Conférence du mois de juillet écoulé. Ces nouvelles délibérations ont eu pour conclusion la signature des deux arrangements prédésignés.

L'arrangement international relatif à l'exportation des peaux consacre un double engagement à assumer par les Etats contractants: celui de ne plus soumettre, à partir du 1^{er} octobre 1929, l'exportation des peaux et pelleteries fraîches ou préparées à aucune prohibition ou restriction, sous quelque forme ou dénomination que ce soit, et celui de ne maintenir ou instituer, à partir de la même date, aucun droit d'exportation sur ces produits.

Par l'arrangement international relatif à l'exportation des os, les Parties contractantes prennent l'engagement qu'à partir du 1^{er} octobre 1929 l'exportation des os bruts ou dégraissés, ainsi que de leurs déchets, des cornes, ongles et sabots, ainsi que de leurs déchets, et des cuirs à colle, ne sera soumise par elles à aucune prohibition ou restriction, sous quelque forme ou dénomination que ce soit. L'arrangement prescrit, en même temps, une limitation du taux du droit d'exportation qui pourra être institué par les Etats contractants.

Pour les deux arrangements, les instruments de ratification devront être déposés avant le 1^{er} juillet 1929 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

La Convention du 8 novembre 1927 et les trois accords intervenus le 11 juillet 1928 resteront ouverts à la signature des Etats jusqu'à la fin de la présente année.

Les Etats qui ont signé jusqu'ici la Convention du 8 novembre 1927 sont en nombre de 29, savoir: L'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, l'Autriche, la Belgique, la Grande-Bretagne, l'Inde, la Bulgarie, le Chili, le Danemark, l'Egypte, l'Estonie, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam, la Suède, la Suisse, la Tchécoslovaquie et la Turquie.

Quant aux deux arrangements internationaux relatifs à l'exportation des peaux et des os, ils ont été signés, l'un et l'autre, par les Etats indiqués ci-après: l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Grande-Bretagne, le Danemark, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, la Suisse et la Tchécoslovaquie.

Il appert de l'énumération qui précède que le Luxembourg figure parmi les Etats signataires tant de la Convention du 8 novembre 1927 que des trois accords intervenus le 11 juillet 1928. La ratification de ces quatre Actes internationaux, qui sont à considérer comme formant un ensemble, est hautement recommandable, non seulement parce qu'elle fournit au Grand-Duché l'occasion d'apporter à l'œuvre poursuivie par la Société des Nations une nouvelle preuve de solidarité internationale, mais aussi parce que la mise en vigueur de ces accords assurera à notre pays des avantages indispensables pour sauvegarder et consolider sa prospérité économique. Pays producteur au même titre que consommateur, qui doit trouver sur le marché mondial des débouchés pour ses produits industriels et agricoles et qui, pour une grande partie de matières premières et d'articles de consommation courante, est tributaire de l'étranger, le Grand-Duché de Luxembourg a un intérêt incontestable à voir disparaître le plus tôt possible les derniers vestiges d'un régime qui a failli juguler les échanges internationaux. En ce qui concerne plus spécialement les deux arrangements qui ont été signés le 11 juillet 1928, celui relatif à l'exportation des peaux est même d'un intérêt vital pour notre industrie des cuirs et des gants.

Vu les termes assez proches que ces accords réservent aux Etats signataires pour les ratifier et dont l'un expire déjà le 1^{er} juillet prochain, nous serions grandement obligés à votre haute Compagnie de bien vouloir reconnaître un caractère d'urgence à l'examen du présent projet de loi ainsi que des documents qui l'accompagnent.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
J. BECH.

Le Directeur général du commerce et de l'industrie,
A. CLEMANG.

Projet de loi.

Article unique. — Sont approuvés, en vue de leur ratification, les Actes internationaux spécifiés ci-après:

1^o La Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, signée à Genève le 8 novembre 1927, ainsi que l'Accord complémentaire à cette Convention, signé à Genève le 11 juillet 1928.

2^o L'Arrangement international relatif à l'exportation des peaux, signé à Genève le 11 juillet 1928.

3^o L'Arrangement international relatif à l'exportation des os, signé à Genève le 11 juillet 1928.

Texte adopté — avec dispense
du second vote constitutionnel — par la Chambre des
Députés en sa séance du

10 MAI 1929

Convention Internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation.

(Enumération des Chefs d'Etat.)

Vu la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations en date du 25 septembre 1924;

S'inspirant des conclusions de la Conférence économique internationale, tenue à Genève en mai 1927, et reconnaissant avec celle-ci que les prohibitions d'importation et d'exportation, les régimes arbitraires et les discriminations déguisées qu'elles suscitent ont eu des résultats déplorables, sans que les inconvénients graves de ces mesures aient eu pour contre-partie les avantages financiers ou les bienfaits sociaux qu'en espéraient les Etats qui les avaient prises;

Persuadés qu'il importe au rétablissement et au développement futur du commerce mondial que les gouvernements renoncent à une politique nuisible aussi bien à leur intérêt particulier qu'à l'intérêt général;

Convaincus que le retour à la liberté effective du commerce international est une des conditions essentielles de la prospérité mondiale;

Considérant que la meilleure manière d'atteindre le but ainsi défini est de recourir à une action parallèle et concertée sous la forme d'une convention internationale;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir :

(Liste des Plénipotentiaires).

Lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les dispositions de la présente Convention s'appliquent aux prohibitions et aux restrictions à l'importation dans les territoires des Hautes Parties contractantes, des marchandises — produits naturels ou fabriqués — des territoires de l'une quelconque des autres Hautes Parties contractantes et aux prohibitions et aux restrictions à l'exportation de produits des territoires desdites Parties vers les territoires de l'une quelconque des autres Hautes Parties contractantes.

Article 2.

Sous réserve des exceptions prévues aux articles suivants, les Hautes Parties contractantes s'engagent à supprimer, dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur de la présente Convention en ce qui concerne les territoires respectifs de chacune d'elles, toutes prohibitions ou restrictions à l'importation ou à l'exportation, et à ne pas établir par la suite des prohibitions ou restrictions de ce genre. Durant ce délai, chacune des Hautes Parties contractantes adoptera toutes les mesures propres à réduire au minimum les prohibitions et restrictions existantes et s'abstiendra d'instituer des prohibitions ou restrictions nouvelles.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, en outre, à prendre les mesures nécessaires pour que les dispositions de la présente Convention soient rigoureusement observées par toutes les autorités — centrales ou locales — et pour qu'aucune réglementation contrevenant à ces dispositions ne puisse être édictée.

Article 3.

Si les Hautes Parties contractantes, en application de leur législation, soumettent l'importation ou l'exportation de marchandises à certaines règles concernant le mode, la forme ou le lieu d'importation ou d'exportation, l'apposition de marques, ou à d'autres formalités ou conditions, Elles s'engagent à n'en pas faire un moyen de prohibition déguisée ni de restriction arbitraire.

Article 4.

Les catégories suivantes de prohibitions et de restrictions ne sont pas interdites par la présente Convention, à la condition, toutefois, qu'elles ne soient pas appliquées de manière à constituer un moyen de discrimination arbitraire entre les pays étrangers où existent les mêmes conditions, ni de manière à constituer une restriction déguisée des échanges internationaux :

- 1^o Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;
- 2^o Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires ;
- 3^o Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre, ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;
- 4^o Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;
- 5^o Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique ;
- 6^o Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres ;
- 7^o Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires ;
- 8^o Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

Article 5.

Rien, dans la présente Convention, ne portera atteinte au droit de toute Haute Partie contractante de prendre des mesures de prohibition ou de restriction à l'importation ou à l'exportation pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires et anormales, les intérêts vitaux du pays.

Si des mesures de cette nature sont prises, elles devront être appliquées de telle manière qu'il n'en résulte aucune discrimination arbitraire au détriment de toute autre Haute Partie contractante. Leur durée devra être limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

Article 6.

1. Les Hautes Parties contractantes reconnaissant qu'il existe, pour certaines d'entre elles, des situations de fait ou de droit d'où résulte pour ces dernières l'impossibilité de prendre immédiatement, en ce qui concerne certains produits déterminés, les engagements souscrits aux articles précédents, ont jugé équitable d'autoriser ces Hautes Parties contractantes à faire la réserve de certaines exceptions de caractère temporaire, auxquelles celles-ci s'obligent de mettre un terme dès que les circonstances qui les motivent auront pris fin.

2. D'autre part, les Hautes Parties contractantes, reconnaissant que l'abolition de certaines prohibitions ou restrictions appliquées par certaines d'entre Elles à l'importation ou à l'exportation présenterait pour ces dernières de graves difficultés et que, par ailleurs, ces prohibitions ou restrictions ne comportent pas de répercussions dommageables pour le commerce des autres pays, ont jugé également équitable d'autoriser ces Hautes Parties contractantes à faire la réserve de ces exceptions.

3. L'Annexe à la présente Convention mentionne les exceptions, rentrant dans le cadre des deux paragraphes précédents, qui ont été consenties, à la date de ce jour, au profit des Hautes Parties contractantes qui sont nommément désignées dans cette Annexe et qui ont signé la Convention dès cette date.

4. Les demandes de dérogations que les Hautes Parties contractantes croiraient devoir présenter postérieurement à cette date seront soumises à la procédure indiquée au Protocole de la présente Convention.

Article 7.

Si l'une des Hautes Parties contractantes est amenée à prendre une mesure de prohibition ou de restriction contre des produits d'un pays étranger quelconque, que la présente Convention lui soit ou non applicable, Elle devra l'instituer de telle manière que cette mesure porte le moins possible préjudice au commerce des autres Hautes Parties contractantes.

Article 8.

Si un différend surgit entre deux ou plusieurs Hautes Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention, à l'exception des articles 4, 5 et 6 ainsi que des dispositions du Protocole relatives auxdits articles et si ce différend ne peut être réglé, soit directement entre les parties, soit par la voie de tout autre moyen qu'elles emploieraient pour arriver à une entente, les parties au différend pourront, si elles sont toutes d'accord, avant de recourir à toute autre procédure arbitrale ou judiciaire, soumettre le différend en vue d'un règlement amiable, à tout organisme technique qui pourra être désigné, soit par le Conseil de la Société des Nations, soit par les parties intéressées. Cet organisme formulera un avis consultatif, après avoir entendu les parties et les avoir, au besoin, réunies.

L'avis consultatif formulé par ledit organisme ne liera pas les parties au différend, à moins qu'il ne soit accepté par chacune d'elles, et les parties pourront, si elles sont toutes d'accord, soit après avoir recouru à la procédure ci-dessus mentionnée, soit pour la remplacer, recourir à toute autre procédure arbitrale ou judiciaire de leur choix, y compris l'instance devant la Cour permanente de Justice internationale, pour toutes matières qui sont de la compétence de la Cour, aux termes de son Statut.

Si un différend quelconque d'ordre juridique surgit au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention — à l'exception des dispositions des articles 4, 5 et 6 ainsi que des dispositions du Protocole relative audit article — les parties devront, à la requête de l'une d'elles, soumettre l'objet du litige à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, ou d'un tribunal arbitral de leur choix, qu'elles aient ou non préalablement recouru à la procédure prévue à l'alinéa premier.

En cas de contestation sur le point de savoir si un différend est d'ordre juridique ou non, cette question sera soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale ou du tribunal arbitral choisi par les parties.

La procédure ouverte devant l'organisme visé à l'alinéa premier ci-dessus ou l'avis formulé par lui n'entraînera en aucun cas la suspension de la mesure qui fait l'objet du litige; il en sera de même dans le cas d'une instance devant la Cour permanente de Justice internationale — à moins que celle-ci n'en décide autrement aux termes de l'article 41 de son Statut — ou devant le tribunal arbitral choisi par les parties.

Rien dans la présente Convention ne pourra être interprété comme portant atteinte aux droits et obligations résultant pour les Hautes Parties contractantes, soit de leurs engagements relatifs à la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, soit de leurs conventions bilatérales concernant la conciliation et l'arbitrage.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra, soit lors de la ratification de la présente Convention, soit ultérieurement, déclarer qu'elle s'engage à étendre, vis-à-vis de toutes autre Haute Partie contractante acceptant la même obligation, l'application des dispositions de l'alinéa 3 de l'article 8 ci-dessus à tout différend pouvant surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions de la présente Convention, y compris, en tout ou en partie, les articles 4, 5 et 6 que le différend soit ou non d'ordre juridique.

Les Hautes Parties contractantes qui ne prendraient pas, pour les articles 4, 5 et 6 ou pour certaines parties de ces articles, ainsi que pour les dispositions y relatives du Protocole, l'engagement prévu à l'alinéa précédent, pourront rendre applicables entre Elles pour ces matières les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 8.

Article 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation de la présente Convention, Elle n'entend assumer aucune obligation ne ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de ses colonies, protectorats ou territoires placés sous sa suzeraineté ou mandat; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra dans la suite notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'elle entend rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de ses territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette notification par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, chacune des Hautes Parties contractantes peut à tout moment déclarer qu'elle entend voir cesser l'application de la présente Convention à l'ensemble ou à toute partie de ses colonies, protectorats ou territoires placés sous sa suzeraineté ou mandat; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration un an après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 11.

Rien, dans la présente Convention, ne porte atteinte aux droits et obligations découlant, pour les Hautes Parties contractantes, des conventions internationales en vigueur auxquelles elles sont parties.

La présente Convention ne déroge pas aux stipulations des accords bilatéraux, en vigueur à la date de ce jour entre

les Hautes Parties contractantes, qui établissent, en matière de prohibitions ou des restrictions à l'importation ou à l'exportation, un régime plus libéral que celui qui est établi par les dispositions de la présente Convention.

Article 12.

La présente Convention ne porte en rien atteinte aux droits et obligations résultant du Pacte de la Société des Nations.

Article 13.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, par l'intermédiaire du Secrétaire général de la Société des Nations, dans les douze mois qui suivront la mise en vigueur de la présente Convention dans leurs territoires, un rapport sur les mesures prises pour assurer l'exécution des dispositions de la Convention.

Article 14.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Elle pourra être signée jusqu'au 1^{er} janvier 1929, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre représenté à la Conférence qui a établi cette Convention ou de tout Etat à qui le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire de la présente Convention.

Les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres, au nom desquels la Convention aura été signée avant le 1^{er} février 1928, seront admis au bénéfice de la procédure prévue au paragraphe 4 de l'article 6.

Article 15.

La présente Convention sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'article précédent.

Article 16.

A partir du 1^{er} janvier 1929, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat visé à l'article 14 pourra adhérer à la présente Convention.

Cette adhésion s'effectuera par une notification faite au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous les Etats signataires ou adhérents de la présente Convention.

Article 17.

La présente Convention sera mise en vigueur dans les conditions et à la date qui seront fixées par la réunion prévue ci-après.

Entre le 15 juin et le 15 juillet 1928, le Secrétaire général de la Société des Nations convoquera les représentants dûment accrédités des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres, au nom desquels la Convention aura été signée à la date du 15 juin 1928, à une réunion, au cours de laquelle ils auront à déterminer :

- a) Les réserves qui, communiquées aux Hautes Parties contractantes en conformité du paragraphe 4 de l'article 6, pourront, avec l'assentiment de ces dernières, être faites au moment de la ratification ;
- b) Les conditions requises pour la mise en vigueur de la Convention et notamment le nombre, et, s'il y a lieu, la mention des Membres de la Société et des Etats non membres, qu'ils soient signataires ou non, dont la ratification ou l'adhésion devra préalablement avoir été acquise ;
- c) Le délai extrême pour le dépôt des ratifications et la date à laquelle la mise en vigueur devra intervenir, si les conditions requises au paragraphe précédent sont réalisées.

Si, à l'expiration de ce délai, les ratifications auxquelles sera subordonnée la mise en vigueur de la Convention n'étaient pas acquises, le Secrétaire général de la Société des Nations consultera les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres, au nom desquels la Convention aura été ratifiée, sur le point de savoir s'ils désirent néanmoins la mettre en vigueur.

Article 18.

La présente Convention pourra être dénoncée, par une notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre, après l'expiration d'un délai de cinq ans, comptés à partir de la date à laquelle la Convention sera entrée en vigueur.

Cette dénonciation produira ses effets douze mois après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de la Société des Nations et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'Etat non membre au nom duquel elle aura été faite.

Toutefois, la Convention pourra être dénoncée au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre après l'expiration de la troisième année, à compter de la date de la présente Convention, si, après ce délai, l'une quelconque des dérogations consenties en vertu du paragraphe 1 de l'article 6 subsiste. Cette dénonciation produira ses effets six mois après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'Etat non membre au nom duquel elle aura été faite.

En outre, la Convention pourra être dénoncée au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre après l'expiration de la cinquième année, à compter de la date de la présente Convention, si, après ce délai ce Membre de la Société des Nations ou de cet Etat non membre estime que l'une quelconque des dérogations consenties par les Hautes Parties contractantes, au cours de la réunion prévue à l'article 17 a altéré les effets de la présente Convention.

Cette dénonciation produira ses effets six mois après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général et n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'Etat non membre au nom duquel elle aura été faite.

Toute dénonciation intervenue en conformité des dispositions ci-dessus sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Si, à la suite de dénonciations, les conditions auxquelles les Hautes Parties contractantes auront, au cours de la réunion prévue à l'art. 17, subordonné la mise en vigueur de la Convention, cessaient d'être remplies, chacune des Hautes Parties contractantes pourra demander au Secrétaire général de la Société des Nations la convocation d'une Conférence en vue d'examiner la situation résultant de ce fait. A défaut d'un accord pour le maintien de la Convention, chacune des Hautes Parties contractantes sera libérée de ses obligations à la date à laquelle la dénonciation qui a provoquée la convocation de cette Conférence produira ses effets.

Article 19.

Si avant l'expiration du délai de cinq ans mentionné au premier alinéa de l'article 18, des communications étaient adressées au Secrétaire général de la Société des Nations au nom d'un tiers des Membres de la Société des Nations et des Etats non membres parties à la présente Convention, pour l'informer de leur désir de voir reviser la Convention, tous les Membres de la Société des Nations et tous les Etats non membres, parties à la présente Convention, s'engagent à prendre part à toute consultation qui pourrait avoir lieu dans ce but.

Au cas où la revision aurait lieu avant l'expiration de la cinquième année à compter de la date de la mise en vigueur de la présente Convention, tout Membre de la Société des Nations ou tout Etat non membre, qui n'accepterait pas d'être partie à la Convention révisée, aura le droit de dénoncer la présente Convention, nonobstant le délai de cinq ans prévu à l'alinéa 4 de l'article 18. Cette dénonciation produira ses effets à la date à laquelle le régime institué par la Convention révisée entrera en vigueur.

Au cas où la revision aurait lieu au cours de la cinquième année à compter de la date de la mise en vigueur de la présente Convention, le délai de dénonciation prévu à l'alinéa 1 de l'article 18 sera prorogé d'un an.

Annexe de l'article 6.

Par application du paragraphe 3 de l'article 6 et de la Section IV, *littéra d)*, du Protocole, chacune des exceptions maintenues au profit des pays mentionnés ci-après n'est admise, aux termes de la présente Convention, que si le pays intéressé y appose sa signature à la date de ce jour et si, à la même date, la prohibition ou restriction dont il réclame le maintien est encore en vigueur.

I.

Exceptions consenties en conformité du paragraphe 1.

Allemagne	Houille, coke, tourbe, lignite, briquettes	à l'importation et à l'exportation
	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages	à l'exportation
Autriche	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages	à l'exportation
Belgique	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages	à l'exportation
Grande-Bretagne	Colorants organiques de synthèse et couleurs et matières colorantes qui les contiennent ainsi que produits organiques intermédiaires employés pour la fabrication de ces colorants, couleurs et matières colorantes	à l'importation
France	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages	à l'exportation
Hongrie	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages	à l'exportation
Italie	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages	à l'exportation
Japon	Colorants organiques de synthèse et couleurs et matières colorantes qui les contiennent ainsi que produits organiques intermédiaires employés pour la fabrication de ces colorants, couleurs et matières colorantes	à l'exportation
	Riz	à l'importation et à l'exportation
Luxembourg	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages	à l'exportation
Roumanie	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages	à l'exportation
	Machines usagées pour installations industrielles	à l'importation
Tchécoslovaquie	Houille, coke, tourbe, lignite, briquettes	à l'importation et à l'exportation
	Ferrailles et déchets des autres métaux et alliages	à l'exportation

II.

Exceptions consenties en conformité du paragraphe 2.

Egypte	Bétail (exportation soumise à la délivrance d'un permis)	à l'exportation
	Oeufs (pendant certains mois de l'année)	à l'exportation
	Engrais organiques, y compris fiente de pigeons, déchets d'abattoirs et sang desséché	à l'exportation
Etats-Unis d'Amérique ..	Gaz hélium	à l'exportation
Italie	Minerais de fer	à l'exportation
	Blé	à l'exportation
Roumanie	Minerais de fer, de cuivre et de manganèse	à l'exportation
	Pétrole brut	à l'exportation

*) Parmi les pays mentionnés à cette annexe, ceux qui suivent ont signé la Convention le 8 novembre 1927: Allemagne, Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, etc., Egypte, France, Hongrie, Italie, Japon, Luxembourg, Roumanie et Tchécoslovaquie.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le huit novembre mil neuf cent vingt-sept, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

(*Suivent les signatures des Plénipotentiaires.*)

Protocole de la Convention.

Au moment de procéder à la signature de la Convention pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, conclue à la date de ce jour, les soussignés dûment autorisés sont convenus des dispositions suivantes, destinées à assurer l'application de cette Convention :

Section I.

ad Article 1.

a) Les mots « territoires des Hautes Parties contractantes » employés dans la Convention ne désignent que les territoires auxquels elle est rendue applicable ;

b) Dans le cas où le territoire douanier d'une des Hautes Parties contractantes comprend des territoires qui ne sont pas placés sous sa souveraineté, ces territoires seront également considérés comme « territoires » aux termes de la Convention ;

c) Etant donné qu'il existe à l'intérieur ou sur les frontières mêmes de l'Inde des zones ou enclaves d'une étendue et d'une population très faible par rapport à celles de son territoire, et qui forment des parties détachées ou des établissements appartenant à d'autres Etats métropoles et que, d'autre part, il est impossible, pour des raisons administratives, d'appliquer les dispositions de la Convention auxdites zones ou enclaves, il est convenu que ces dispositions ne s'y appliqueront pas.

Toutefois l'Inde appliquera, à l'égard des zones ou enclaves en question, un régime qui respectera les principes de la Convention et facilitera, dans la mesure du possible, les importations et les exportations, et elle s'interdit de les soumettre à toute nouvelle mesure de prohibition ou de restriction qui ne serait pas autorisée par la Convention, sauf dans le cas où il n'y aurait pas d'autre moyen d'assurer la perception des droits de douane et d'accise.

Section II.

ad article 2.

En ce qui concerne l'application de l'article 2, l'engagement souscrit par le Canada ne lie que le Gouvernement fédéral, sans engager les gouvernements des provinces, auxquels la constitution canadienne donne le pouvoir d'interdire ou de restreindre sur leur territoire l'importation et l'exportation de certains produits.

Section III.

ad article 4.

a) ad N° 4.

La protection des animaux et des plantes contre les maladies vise également les mesures prises afin de les préserver contre la dégénérescence ou l'extinction, et les mesures appliquées aux semences, plantes, parasites et animaux nuisibles.

b) ad N° 7.

Les Hautes Parties contractantes, bien que s'étant abstenues de viser les mesures relatives aux produits dits « standards » et aux définitions de produits, déclarent que ce paragraphe doit être interprété comme ne faisant pas obstacle à la pratique de certains pays de subordonner l'exportation de leurs produits à certaines conditions de qualité, en vue de sauvegarder, d'une part, le bon renom de ces produits et de donner, d'autre part, une garantie à l'acheteur étranger. Elles déclarent au contraire qu'elles interprètent le paragraphe en question comme interdisant le recours à tout système de classification ou de définition des produits, employé comme un moyen détourné de restreindre l'importation des produits étrangers ou de la soumettre à un régime d'injuste discrimination.

c) ad N° 7.

Les Hautes Parties contractantes déclarent que les prohibitions et restrictions dont le seul but est soit d'éviter que certaines marchandises importées puissent être soustraites aux droits de douane qui leur sont applicables, soit d'empêcher dans des cas exceptionnels, l'importation de certaines marchandises d'où résulterait une réduction des revenus fiscaux provenant de droits auxquels sont soumises d'autres marchandises, ne pourront être établies ou maintenues qu'à défaut de tout autre moyen efficace d'assurer lesdits revenus fiscaux.

d) ad N° 7.

Les Hautes Parties contractantes déclarent que si, du fait de la constitution de certains Etats et des méthodes différentes qu'ils mettent en œuvre pour leur contrôle intérieur, une assimilation complète ne pouvait être établie entre le régime des produits nationaux et celui des produits importés, ce traitement différentiel ne saurait avoir pour objet ou pour résultat de créer une injuste discrimination au détriment de ces derniers.

e) ad N° 8.

Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'elles n'ont en vue que des monopoles dont chacun ne vise qu'un ou plusieurs produits déterminés.

Section IV.

ad Article 6.

a) ad N° 1.

Les Hautes Parties contractantes qui ont fait les réserves prévues au paragraphe 1 de l'article 6, déclarent qu'elles ne considèrent pas leur adhésion à la disposition de l'alinéa 3 de l'article 18 comme un engagement de leur part que les circonstances qui les ont obligées à formuler ces réserves auront pris fin dans un délai de trois ans, mais comme la faculté consentie à toute Partie contractante de reprendre sa liberté au cas où, les susdites circonstances n'étant pas modifiées dans le délai indiqué, celle-ci jugerait son économie préjudiciée par le maintien d'une quelconque des prohibitions ou restrictions qui font l'objet des susdites réserves.

b) ad N° 2.

En admettant les dérogations prévues au paragraphe 2 de l'article 6, les Hautes Parties contractantes n'ont pas entendu en consacrer d'une manière définitive l'existence, mais seulement marquer que la nécessité de les abolir ne se fait pas sentir aussi impérieusement, étant donné le rôle peu important qu'elles jouent au point de vue des échanges internationaux.

c) ad N° 2.

Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'en acceptant pour la Roumanie, et en considération de sa situation exceptionnelle de fait et de droit, la réserve du pétrole brut en conformité du paragraphe 2 de l'article 6, Elles n'ont nullement donné leur adhésion à des mesures de prohibition et de restriction de ce produit, qu'elles considèrent comme très important pour la marché international. Les Hautes Parties contractantes expriment leur confiance que la Roumanie elle-même, dès que les circonstances le lui permettront, abolira cette prohibition, en se conformant à l'esprit du paragraphe b) ci-dessus, et qu'elle tiendra compte, en attendant, des intérêts des pays voisins contractants.

La Délégation roumaine s'associe complètement à cette déclaration.

d) ad N° 4.

i. Portée de la disposition.

Pour l'application du paragraphe 4, il est entendu que toute demande de dérogations qui pourra être présentée après la date de la présente Convention, ne saurait porter que sur des prohibitions ou restrictions en vigueur à cette même date.

ii. Procédure.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra faire connaître, par une communication adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, les prohibitions ou restrictions qu'Elle désire pouvoir maintenir en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article 6. Cette communication devra parvenir au Secrétaire général avant le 1^{er} février 1928. Elle indiquera, le cas échéant, les conditions auxquelles la Haute Partie contractante intéressée serait disposée à renoncer à ces prohibitions ou restrictions.

2. Le Secrétaire général de la Société des Nations portera, aussitôt que possible après la date du 1^{er} février 1928, à la connaissance des Hautes Parties contractantes l'ensemble des demandes qu'il aura reçues par application du paragraphe précédent.

3. Toute Haute Partie contractante qui désirerait présenter des observations au sujet des demandes ainsi communiquées, pourra les faire parvenir jusqu'au 1^{er} mai 1928 au Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci donnera connaissance aux Hautes Parties contractantes, aussitôt que possible après cette date, de l'ensemble des observations reçues.

4. Les demandes et observations formulées par les Hautes Parties contractantes seront examinées au cours de la réunion prévue à l'article 17 de la Convention.

Section V.

ad article 7.

L'expression « commerce des Hautes Parties contractantes » désigne le commerce de ceux de leurs territoires auxquels la Convention s'applique.

Section VI.

Les prohibitions ou restrictions appliquées aux articles fabriqués dans les prisons ne sont pas visées par la Convention.

Section VII.

Dans le cas où des prohibitions ou restrictions seraient appliquées dans les limites établies par la Convention, les Hautes Parties contractantes se conformeront strictement, en ce qui concerne les licences, aux dispositions suivantes :

- a) Les conditions à remplir et les formalités à accomplir à l'effet d'obtenir des licences seront immédiatement portées, dans la forme la plus claire et la plus précise, à la connaissance du public ;
- b) Le mode de délivrance de ces titres sera aussi simple et aussi stable que possible ;
- c) L'examen des demandes et la remise des licences aux intéressés seront effectuées avec la plus grande célérité ;
- d) Le système de délivrance des licences sera établi de manière à prévenir le trafic de ces titres. A cet effet, les licences, lorsqu'elles seront accordées à des personnes, devront porter le nom du bénéficiaire et ne devront pas pouvoir être utilisées par une autre personne.

En ce qui concerne la répartition des contingents, les Hautes Parties contractantes, sans statuer sur la méthode à adopter, estiment qu'une répartition équitable de ces contingents est une des conditions essentielles de l'équitable traitement du commerce international.

* * *

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Genève, le huit novembre mil neuf cent vingt-sept, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

(Mêmes signatures qu'au bas de la Convention.)

Acte final de la Conférence.

A la suite d'une résolution de l'Assemblée de la Société des Nations, adoptée le 25 septembre 1924, le Conseil invitait le Comité économique de la Société à entreprendre les travaux préparatoires en vue de la conclusion d'une entente internationale ayant pour objet l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation.

Au cours des années 1925 et 1926, le Comité économique s'est livré à une étude approfondie de ce problème en organisant deux vastes enquêtes successives, l'une auprès des Gouvernements et l'autre auprès des organisations commerciales et industrielles de tous les pays jouant un rôle important dans le domaine des échanges internationaux.

Les résultats de cette minutieuse préparation ont été consignés dans le document contenant l'avant-projet d'accord international, sur la base duquel ont eu lieu les délibérations de la présente Conférence.

La Conférence, convoquée en exécution des résolutions du Conseil en date des 11 mars et 14 juin 1927, s'est réunie le 17 octobre 1927 au Palais des Nations à Genève. Ses délibérations ont abouti à l'établissement de la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation qui porte la date de ce jour.

Le Conseil de la Société des Nations a nommé aux fonctions de Président de la Conférence :

M. H. COLIJN, ancien premier ministre des Pays-Bas.

Les travaux du secrétariat étaient confiés aux membres suivants de la Section économique et financière du Secrétariat de la Société des Nations : MM. STOPPANI, STENCEK, SMETS, assistés du D^r P. BARANDON, membre de la section juridique.

* * *

Les Membres de la Société, dont la liste suit, ont pris part aux travaux de la Conférence et ont, à cet effet, désigné des délégations composées des membres indiqués ci-dessous :

ALLEMAGNE.

Délégués :

Le docteur Ernst TRENDLENBURG,
Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie nationale.

Adolf REINSHAGEN,
Conseiller ministériel au Ministère de l'Economie Nationale.

M. ASCHMANN,
Conseul général à Genève.

Délégués adjoints :

Le docteur KAHLER,
Conseiller au Ministère de l'Intérieur,

M. Eugen LÖHR,
Conseiller au Ministère de l'Agriculture.

AUSTRALIE.

Délégué :

Le major général sir GRANVILLE DE LAUNE RYRIE, K.C.M.G., C.B.
Haut Commissaire pour l'Australie à Londres.

Expert :

Mr. C.A.B. CAMPION.

Secrétaire :

Major O.C.W. FUHRMAN, O.B.E.

AUTRICHE.

Délégués :

Le docteur Richard SCHÜLLER,
Chef de Section à la Chancellerie fédérale (Département des Affaires étrangères).

Le docteur Charles MÖRTH,
Chef de Section au Ministère fédéral du Commerce et des Communications.

Le docteur J. Paul INAMA-STERNEGG,
Conseiller ministériel au Ministère fédéral du Commerce et des Communications.

Le docteur Frédéric DISTLER,
Conseiller ministériel au Ministère fédéral des Finances.

M. Rodolphe ROSSLER,
Conseiller ministériel au Ministère fédéral de l'Agriculture et des Forêts.

BELGIQUE.

Délégués :

M. J. BRUNET,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

M. F. VAN LANGENHOVE,
Chef du Cabinet et Directeur général du Commerce extérieur au Ministère des Affaires étrangères.

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique, non membres séparés de la Société des Nations.

Délégué :

Sir Sidney CHAPMAN, K.C.B., C.B.E.,
Conseiller économique du Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Délégué adjoint et Conseiller douanier :

Mr. H.V. READE, C.B.
Secrétaire adjoint des douanes et accises.

Délégués adjoints et conseillers commerciaux :

Mr. Gilbert C. VYLE,
de l'Association des Chambres de Commerce britanniques.
L'honorable F. Vernon WILLEY, C.M.G., C.B.E., M.V.O.

Secrétaire :

Mr. F. A. GRIFFITHS, M. C.

BULGARIE.

Délégué :

M. GEORGES DANAÏLOW,
Professeur à l'Université de Sofia, Député au Parlement.

CANADA.

Délégué :

Le docteur W. A. RIDDELL, M. A., Ph. D.
« Advisory Officer » du Dominion du Canada auprès de la Société des Nations.

CHILI.

Délégué :

M. Francisco WALKER-LINARES,
Professeur à l'Université de Santiago du Chili.

CHINE.

Délégué :

M. CHI-YUNG-HSIAO,
Chargé d'Affaires de Chine à Berne.

COLOMBIE.

Délégué :

Le docteur EFRAIN GAITAN HURTADO,
Ancien Directeur de la Section diplomatique du Ministère des Affaires étrangères à Bogota.

CUBA.

Délégués :

M. C. DE BLANCK,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Délégué permanent auprès de la Société des Nations
Dr Carlos ARMENTEROS,
Ministre de Cuba à Berne.

DANEMARK.

Délégué :

M. J. CLAN,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Président de la Commission danoise pour la conclusion des traités de commerce.

Secrétaire :

M. G. C. JORGENSEN,
Premier secrétaire de la Commission danoise pour la conclusion des traités de commerce.

ETHIOPIE.

Délégué :

Son Excellence le comte LAGARDE, duc d'ENTOTTO,
Ministre plénipotentiaire, Représentant diplomatique de l'Empire d'Ethiopie accrédité auprès de la Société des Nations.

FINLANDE.

Délégué :

M. Rafael Waldemar ERICH,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Berne, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Experts :

M. K. R. SAVOLAHTI,
Consul général, Chef de Section au Ministère des Affaires étrangères.

M. Axel SOLITANDER,
Ancien Consul général, « General Manager of the Central Association of Finnish Wood-working Industrie ».

PRANCE.*Délégués :*

- M. Daniel SEERUYS,
Directeur des Accords commerciaux au Ministère du Commerce, Président de la Délégation.
M. Roger FIGHIERA,
Directeur des Affaires commerciales et industrielles au Ministère du Commerce.

Délégué adjoint :

- M. Ernest LECUYER,
Administrateur des Douanes au Ministère des Finances.

Experts :

- M. Etienne FOUGÈRE,
Président de la Fédération de la soie et Président de l'Association d'expansion économique.
M. Michel AUGÉ-LARIBÉ,
Secrétaire général de la Confédération nationale des Associations agricoles.
M. DUCHON,
Secrétaire général du Syndicat de la mécanique.
M. Jacques LACOUR-GAYET,
Agrége de l'Université, Conseiller du Commerce extérieur.

Secrétaire :

- M. Henry GUEYRAUD,
Secrétaire d'ambassade.

GRÈCE.*Délégué :*

- M. Vassili DENDRAMIS,
Chargé d'Affaires de Grèce, Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

HONGRIE.*Délégué :*

- M. Alfred DE NICKL,
Conseiller de Légation au Ministère des Affaires étrangères.

Experts :

- Le docteur ISZO. FERENCZI,
Conseiller au Ministère du Commerce.
M. Tibor PECHY,
Conseiller au Ministère d'Agriculture.
M. Charles STAUB,
Secrétaire au Ministère des Finances.

INDE.*Délégué :*

- Sir Basanta KUMAR MULLICK,
Juge de la Haute Cour de Patna.

Expert :

- M. H.A.F. LINDSAY, C.I.E., C.B.E.,
Commissaire du Commerce de l'Inde à Londres.

ÉTAT LIBRE D'IRLANDE.*Délégués :*

- M. Michael MACWITHE,
Représentant auprès de la Société des Nations.
M. T. A. BARRINGTON,
Directeur adjoint de la Section du Commerce technique du Département de l'Industrie et du Commerce
Dublin.

ITALIE.*Délégués.*

- L'Honorable Fulvio SUVICH,
Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Finances, Député au Parlement.
M. Angelo DI NOLA,
Directeur général du Commerce et de la Politique économique.
M. Pasquale TROISE,
Directeur général des Douanes et des Impôts indirects.

Experts :

- L'Honorable Gino OLIVETTI,
Député au Parlement, Secrétaire général de la Confédération générale fasciste de l'industrie italienne.

L'Honorable Ferruccio LANTINI,
Député au Parlement, Président de la Confédération générale fasciste du Commerce.

M. Antonio MAROZZI,
Directeur général de la Confédération Nationale fasciste des agriculteurs.

Conseiller technique :

M. Erasmo CARVALE,
Inspecteur supérieur au Ministère de l'Economie nationale.

Secrétaire :

M. Guido BORGA,
Vice-Consul.

JAPON.

Délégués :

M. Nobubumi ITO,
Conseiller d'ambassade, Directeur adjoint du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations.

M. Juichi TSUSHIMA,
Commissaire financier du Gouvernement du Japon à Londres, à Paris et à New-York.

Experts :

M. T. HORIUCHI,
Secrétaire de l'Ambassade du Japon près Sa Majesté Britannique.

M. S. YAMAJI,
Secrétaire du Ministère des Finances.

Secrétaire :

M. S. KADOWAKI,
Attaché d'Ambassade.

LETTONIE.

Délégué :

M. Charles DUZMANS,
Représentant auprès de la Société des Nations.

LUXEMBOURG.

Délégués :

M. Albert CALMES,
Membre du Conseil supérieur de l'Union économique belgo-luxembourgeoise

M. Léon LAVAL,
Vice-Président de la Chambre de Commerce luxembourgeoise.

PAYS-BAS.

Délégués :

Le docteur Folkert Evert POSTHUMA,
Ancien Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce.

M. F. M. WIBAUT,
Membre du Sénat des Pays-Bas.

M. DE GRAAFF,
Ancien Ministre des Colonies.

POLOGNE.

Délégué :

M. François DOLEZAL,
Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce.

Membres de la Délégation :

M. René SYGIETYSKI,
Chef de Section au Ministère de l'Industrie et du Commerce.

M. M. SOKOLOWSKI,
Conseiller commercial à la Légation de Pologne près le Président du Reich allemand.

M. Léonard KRAWULSKI,
Conseiller au Ministère de l'Agriculture.

M. Tadeusz GWIAZDOWSKI,
Conseiller de légation à la Délégation permanente auprès de la Société des Nations.

M. Jerzy NOWAK,
Conseiller ministériel au Ministère des Finances.

M. Adam BENIS,
Secrétaire de légation au Ministère des Affaires étrangères.

PORTUGAL.*Délégué :*

M. Francisco DE CALHEIROS É MENEZES,
Premier Secrétaire de légation, Chef de la Chancellerie portugaise auprès de la Société des Nations.

ROUMANIE.*Délégués :*

M. Alexandre ZEUCEANU,
Ministre plénipotentiaire, Délégué à la Commission des Réparations.

M. Démètre GHEORGHIU,
Directeur de la Banque Nationale de la Roumanie, ancien Secrétaire général du Ministère des Finances, ancien Directeur général des Douanes.

M. César POPESCU,
Directeur général de l'Industrie au Ministère de l'Industrie et du Commerce.

ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.*Délégué :*

M. Constantin FOTITCH,
Délégué permanent auprès de la Société des Nations.

Délégués adjoints :

M. Georges CURCIN,
Secrétaire général des Corporations industrielles.

M. Milan LAZAREVIC,
Inspecteur au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

SIAM.*Délégué :*

Son Altesse le prince CHAROON,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Président de la République française

SUÈDE.*Délégué :*

M. MODIG (Eintar),
Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Commerce.

Délégué adjoint :

M. HENNINGS (Einar),
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près du Conseil Fédéral suisse.

SUISSE.*Délégué :*

M. Walter STUCKI,
Directeur de la Division du Commerce au Département fédéral de l'Economie publique.

Secrétaire :

M. Henry de TORRENTÉ,
Secrétaire de la Division fédérale du Commerce.

TCHÉCOSLOVAQUIE.*Délégué :*

Le docteur Vincent IBL,
Conseiller de légation au Ministère des Affaires étrangères.

Experts :

Le docteur Adolf OTTIS,
Conseiller au Ministère du Commerce,

Le docteur Bohumir HANOSEK,
Conseiller au Ministère de l'Agriculture.

Le docteur A. SCHÖNBACH,
Conseiller ministériel au Ministère des Finances.

Secrétaire :

Le docteur Ladislav RADIMSKY,
Secrétaire au Ministère des Affaires étrangères.

En outre, les pays suivants qui ne font pas partie de la Société des Nations ont accepté, sur l'invitation du Conseil, de participer à la Conférence et ont, à cet effet, désigné les délégations composées des membres indiqués ci-dessous:

EGYPTE.*Délégués :*

SADIK HENEIN Pacha,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie ; Président de la Délégation.

ABDEL RAZAK ABOUL KHEIR bey,
Inspecteur en chef de l'Administration des Douanes.
ABDUL RAHMAN FIRKY bey,
Premier Secrétaire de la Légation près sa Majesté Britannique.
M. AHMED NEGUIB,
Secrétaire financier adjoint au Ministère des Finances.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Délégué :

Mr. Hugh R. WILSON,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près le Conseil Fédéral suisse.

Experts :

Mr. H. Lawrence GROVES,
Attaché commercial à la Légation des Etats-Unis d'Amérique à Vienne.
Mr. Charles E. LYON,
Attaché commercial à la Légation des Etats-Unis d'Amérique, Berne.
Mr. Percy W. BIDWELL,
Représentant de la Commission des tarifs.
Mr. Harry F. WORLEY,
Représentant du Trésorier des Etats-Unis d'Amérique, Attaché douanier.

Secrétaire de Délégation :

Mr. S. PINKNEY TUCK,
Consul à Genève.

TURQUIE.

Délégué :

Mehmed KEMAL bey,
Consul à Genève.

LA CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE, invitée par le Conseil à prendre part à la Conférence à titre consultatif, a désigné à cet effet la délégation suivante :

Le docteur Georges ROCHÉ,
Président de la Délégation, Administrateur-délégué des Etablissements Poulenc Frères, Président du Syndicat des industries chimiques spéciales.
Mr. Washington Irving BULLARD,
Banquier et fabricant de matières textiles, ancien Vice-Président Doyen de la Chambre de Commerce de Boston ; Vice-Président de la Conférence internationale des cotons ; Trésorier de l'Association nationale des fabricants de coton (E.U.A.).
Le docteur Alfred GEORG,
Ancien président de la Chambre de Commerce de Genève, ancien conseiller national.
Le docteur Ernest VON SIMSON,
Secrétaire d'Etat (S.D.) ; Président de la Commission politique-commerciale de l'Association de l'industrie allemande..

Assistés de :

Mr. Basil MILES,
Commissaire administratif pour l'Amérique auprès de la Chambre de Commerce internationale.
Le docteur Gerhard RIEDBERG,
Commissaire administratif pour l'Allemagne auprès de la Chambre de Commerce internationale.
Mr. Willard HILL,
Secrétaire adjoint de la Chambre de Commerce internationale.
Le docteur Jean DUCHENOIS,
Secrétaire général adjoint du Comité national français de la Chambre de Commerce internationale.

* * *

La Conférence a tenu quatorze séances, du 17 octobre au 8 novembre ; elle a également nommé un certain nombre de Commissions qui ont tenu de fréquentes réunions.

La Conférence a élaboré et adopté la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et des restrictions à l'importation et à l'exportation en date de ce jour, ainsi que le Protocole y annexé.

La Conférence a également fait les déclarations suivantes :

1. La Conférence, approuvant les résolutions de la Conférence économique internationale, tenue à Genève en mai 1927, relatives à la lutte contre les maladies des plantes et des animaux par le moyen d'accords internationaux ;
Considérant que certains de ces accords, et notamment la Convention de Berne de 1881 contre le phylloxéra, ont abouti à une action heureusement concertée et dont les résultats ont été favorables ;
Considérant que les mesures contre les épizooties et épiphyties ne doivent avoir en vue que la préservation des animaux et des plantes ou de la santé publique menacée par la consommation de viandes ou de végétaux nocifs, et ne doivent être en aucun cas instituées ou appliquées comme un moyen de restreindre ou différencier le commerce des pays exportateurs de produits de l'élevage ou de l'agriculture ;

Considérant qu'il y a lieu de ne prendre que des mesures d'une efficacité éprouvée et d'en proportionner la rigueur aux menaces de contagion qui sont à redouter ;

Recommande au Conseil de la Société des Nations d'entreprendre, par les moyens qui lui apparaîtront les plus expédients et dans le plus bref délai possible, les études, consultations et enquêtes nécessaires en vue de la réunion d'une ou plusieurs conférences de techniciens spécialisés dans toute question relative à la lutte contre la maladie des animaux et des plantes, qui seront chargés de proposer aux gouvernements une action concertée, efficace contre les maux qu'ils veulent également combattre, et respectueuse à la fois des droits souverains des Etats et des intérêts du commerce international.

La Conférence n'ignore pas que des efforts ont été faits par certains pays pour aboutir au résultat désiré par la voie d'accords bilatéraux ; elle recommande aux organismes que le Conseil chargera de l'étude ci-dessus définie, d'examiner les dispositions et d'en observer les effets.

2. Se référant au paragraphe 6 de l'article 4, la Conférence approuve les résolutions de la Conférence économique internationale, tenue à Genève, en mai 1927, en ce qui concerne la liberté nécessaire de se procurer les devises destinées au paiement des marchandises.

3. Pour éviter qu'une réserve puisse être présentée, au titre de l'article 6 de la Convention, pour certaines prohibitions, relatives notamment aux peaux et aux os qui existent actuellement dans un grand nombre de pays, la Conférence recommande :

a) Que les pays où ces prohibitions sont appliquées se concertent immédiatement pour reconnaître s'ils ne pourraient pas renoncer simultanément à toute réserve en cette matière ;

b) Que, si ce résultat ne pouvait être obtenu, les travaux préparatoires soient entrepris pour que la question puisse, lors de la réunion prévue à l'article 17, recevoir la solution la plus favorable.

4. La Conférence recommande que la réunion prévue à l'article 17 de la Convention prenne en considération, non seulement l'importance commerciale des pays en question, mais aussi leur répartition géographique et la nécessité éventuelle de la participation simultanée de certains d'entre eux.

5. La Conférence déclare que la Convention n'affecte, ni le système tarifaire, ni les méthodes contractuelles des pays participants, ni les pratiques destinées à en assurer l'application, mais elle exprime la ferme conviction que la suppression des prohibitions et restrictions ne saurait motiver l'institution de droits d'exportation ou d'importation exagérés ou d'entraves de toute autre nature qui se substitueraient à celles que la Convention de ce jour a pour but de faire disparaître.

Elle déclare que le retour à la liberté du commerce, pour un produit déterminé, entraîne pour les pays producteurs et pour les pays consommateurs, des obligations corrélatives qui doivent se traduire par un régime équitable à la fois en matière de droits d'exportation et de droits d'importation et plus particulièrement dans le cas où ces derniers sont applicables à des produits fabriqués au moyen d'une matière première pour laquelle la Convention impose le rétablissement de la libre exportation.

* * *

En FOI DE QUOI, les délégués ont signé le présent acte.

Fait à Genève, le huit novembre mil neuf cent vingt-sept, en simple expédition qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence, ainsi qu'à la Chambre de Commerce internationale.

(Suivent les signatures.)

DÉCLARATION ANNEXE.

Les délégations de la France, de la Grèce, de la Hongrie, de l'Italie, du Portugal, de l'Etat serbe-croate-slovène, et de la Suisse, à la Conférence internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation tiennent à marquer que s'étant abstenues, avec le souci de ne point faire obstacle au succès de la Conférence et ne point susciter entre les Etats participants une controverse de principe destinée à demeurer sans issue, elles ont néanmoins la ferme conviction que la prohibition des produits viticoles ne peut se justifier par les dispositions de l'article 4, paragraphe 4, de la Convention.

Genève, le 8 novembre 1927.

France :

D. SERRUYS.

Grèce :

Vassili DENDRAMIS.

Hongrie :

BARANYAI Zoltán.

Italie :

A. DI NOLA.

Portugal :

F. DE CALHEIROS ET MENEZES.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Const. FOTITCH.

Suisse :

W. STUCKI.

**Accord complémentaire
à la Convention du 8 novembre 1927 pour l'abolition des prohibitions
à l'importation et à l'exportation.**

(Enumération des Chefs d'Etats.)

Vu la Convention signée à Genève le 8 novembre 1927 pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation ;

Vu les dispositions de l'article 17 de ladite Convention ;

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires à la réunion prévue audit article, savoir :

(Liste des Plénipotentiaires.)

lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes, destinées à compléter les dispositions de la Convention susdite, dont elles feront partie intégrante.

Art. A.

L'annexe de l'article 6 de la Convention du 8 novembre 1927 est complétée comme suit au profit des pays ci-après désignés :

Exceptions consenties en conformité du paragraphe 1.

BULGARIE	Rosiers et leurs racines et verges	à l'exportation.
CHILI.....	Ferrailles et déchets de zinc	à l'exportation.
—	Juments	à l'exportation.
PORTUGAL.....	Laine fine	à l'exportation.
—	Liège à l'état brut.....	à l'exportation.
SUÈDE	Ferrailles.....	à l'exportation.
TCHÉCOSLOVAQUIE	Jets de houblon	à l'exportation.

Exceptions consenties en conformité du paragraphe 2.

ESTONIE	Platine, pierres précieuses, perles et coraux (bruts ou achevés, détachés ou montés.....)	à l'exportation.
ÉTATS UNIS D'AMÉRIQUE....	Gaz hélium.....	à l'exportation.
PORTUGAL.....	Comme de pin	à l'exportation.
TCHÉCOSLOVAQUIE	Quartzite	à l'exportation.

Art. B.

Au cas où les Arrangements conclus en date de ce jour relatifs à l'exportation des peaux et des os ne pourraient, à défaut des ratifications nécessaires, être mises en vigueur, les Hautes Parties contractantes au présent Accord complémentaire sont convenues d'autoriser chacune d'elles à introduire ultérieurement les demandes qu'elles étaient en droit d'introduire aux termes de l'article 6 de la Convention et du Protocole y annexé et qu'elles ont renoncé à présenter au bénéfice des susdits Arrangements.

Ces demandes de dérogations devront être adressées au Secrétariat général de la Société des Nations avant le 30 septembre 1929 et seront transmises par ses soins aux Hautes Parties contractantes avant le 31 octobre 1929.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se réunir d'urgence sur l'invitation qui leur sera adressée par le Secrétaire Général à l'effet d'examiner les demandes de dérogations ci-dessus visées

Art. C.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord que, pour être mise en vigueur, la Convention devra avoir recueilli au préalable soit la ratification prévue à l'article 15, soit l'adhésion prévue à l'article 16 de ladite Convention, de la part d'au moins dix-huit Membres de la Société des Nations ou États non Membres.

Les ratifications devront être déposées avant le 30 septembre 1929.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté de faire savoir au Secrétaire Général de la Société des Nations au moment du dépôt de sa ratification ou de la notification de son adhésion, qu'elle subordonne la mise en vigueur de la Convention, en ce qui la concerne, à la ratification ou à l'adhésion notifiée au nom de certains États, sans pouvoir toutefois faire mention d'autres États que ceux dénommés ci-après :

L'Allemagne.	Le Japon.
L'Autriche.	La Pologne.
Les États-Unis d'Amérique.	La Roumanie.
La France.	Le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.
La Grande-Bretagne.	La Suisse.
La Hongrie.	La Tchécoslovaquie.
L'Italie.	La Turquie.

Le Secrétaire Général de la Société des Nations informera immédiatement chacune des Hautes Parties contractantes de chaque ratification ou adhésion enregistrée, ainsi que des indications dont elle aura pu être accompagnée en conformité de l'alinéa précédent.

Le 31 octobre 1929, le Secrétaire Général de la Société des Nations fera connaître à tous les Membres de la Société et États non Membres, au nom desquels la présente Convention aura été signée ou l'adhésion aura été donnée en vertu de l'article 16 de la Convention, les ratifications déposées et les adhésions notifiées avant le 30 septembre 1929.

Art. D.

S'il appert de la communication du Secrétaire Général de la Société des Nations visée au dernier alinéa de l'article précédent, que les conditions requises en vertu des trois premiers alinéas dudit article et du protocole annexe se sont trouvées réalisées à la date du 30 septembre 1929, la Convention sera mise en vigueur le 1^{er} janvier 1930.

Dans le cas contraire, il sera procédé en conformité de l'alinéa final de l'article 17 de la Convention.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Accord.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non Membres représentés à la Conférence.

Allemagne :
D^r Ernst TREDELENBURG.

Etats-Unis d'Amérique :
HUGH R. WILSON.

Autriche :
D^r Richard SCHÜLLER.

Belgique :
J. BRUNET.
F. VAN LANGENHOVE.

Bulgarie :
MIKOEËF.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord,
ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non
membres séparés de la Société des Nations :

S. J. CHAPMAN.

Inde :
H. A. F. LINDSAY.

Chili :
TOMAS RAMIREZ FRIAS.

Danemark :
J. CLAN.
Willam BORBERG.

Egypte :
SADIK E. HENEIN.

Estonie :
A. SCHMIDT.

Finlande :
Rudolf HOLSTI.
Gunnar KIHLMAN.

France :
D. SERRUYS.

Hongrie :
NICKL.

Italie :
A. DI NOLA.
P. TROISE.

Japon :

ITO.
J. TSUSHIMA.

Lettonie :
Charles DUZMANS.

Luxembourg :
Albert CALMES.

Pays-Bas :
POSTHUMA.
F. M. WIBAUT.
S. DE GRAAF.

Pologne :
François DOLEZAL.

Portugal :
A. D'OLIVEIRA.
F. DE CALHEIROS É MENEZES.

Roumanie :
ANTONIADE.
D. T. GHEORGHIU.
César POPESCO.

Raïyoume des Serbes, Croates et Slovènes :
Const. POTITCH.
Georges CURCIN.

Siam :
CHAROON.

Suède :
Einar MODIG.

Suisse :
W. STUCKI.

Tchécoslovaquie :
IBL.

Turquie :
HASSAN.

Protocole de l'Accord complémentaire.

Au moment de procéder à la signature de l'Accord complémentaire à la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, Accord conclu à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes, destinées à assurer l'application de cet Accord complémentaire :

Section I

Les Hautes Parties contractantes déclarent que, dans le texte de l'Accord complémentaire en date de ce jour, l'expression « la Convention » désigne tant la Convention internationale du 8 novembre 1927 pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation que l'Accord complémentaire en date de ce jour.

Section II

ad Art. A.

a) Le liège à l'état brut, pour lequel une dérogation est consentie au Portugal, ne comprend pas le liège en déchets, en agglomérés, en râpures et en planches.

b) Bien que les exceptions énumérées à l'article A aient été, comme celles qui apparaissent à l'annexe de l'article 6 de la Convention, consenties à la condition que les Etats qui en bénéficient signeraient le présent Accord complémentaire le jour de la signature générale, il a paru équitable d'accorder un délai s'étendant jusqu'au 31 août 1928 à la Bulgarie, aux Etats-Unis d'Amérique et au Portugal.

c) En ce qui concerne l'exception des jets de houblon, accordée à la Tchécoslovaquie en vertu du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention, les Hautes Parties contractantes déclarent que leur consentement a été donné à la suite de l'engagement écrit par la Délégation tchécoslovaque de rendre libre l'exportation de ce produit vers tous les pays qui garantissent ou garantiront à la Tchécoslovaquie, par des mesures législatives ou contractuelles, la protection de l'appellation d'origine des houblons tchécoslovaques.

Section III

ad Art. B

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour reconnaître en faveur de l'Italie l'application de la disposition du Protocole de l'Arrangement international relatif à l'exportation des os (Section I, ad art. 1^{er}, a), dans le cas où ledit Arrangement entrerait en vigueur.

Section IV

ad Art. C

a) Etant donné la situation des Etats-Unis d'Amérique, situation qui résulte du fait que l'année 1928-1929 est une année de courte session parlementaire, les Hautes Parties contractantes conviennent que, même au cas où la ratification des Etats-Unis, demandée en vertu de l'alinéa 3 de l'article C, n'aura point été déposée à la date du 30 septembre 1929, la Convention sera mise en vigueur à la date du 1^{er} janvier 1930 si, du moins, tous les autres Etats, dont dépend la mise en vigueur et dont le nombre total serait, dans ce cas, ramené à dix-sept, ont notifié au Secrétaire Général de la Société des Nations leur ratification ou leur adhésion avant le 30 septembre 1929 et s'il n'y est fait opposition avant la date du 15 novembre 1929 par aucun des Etats qui, au moment du dépôt de leur ratification ou de leur adhésion, ont subordonné la mise en vigueur, en ce qui les concerne, de la Convention à la ratification ou à l'adhésion des Etats-Unis d'Amérique. Dans le cas où cette opposition se produirait, le dernier alinéa de l'article 17 de la Convention serait applicable.

b) Les Hautes Parties contractantes déclarent qu'en dressant la liste des Etats figurant à l'article C, elles se sont inspirées surtout de l'interdépendance, affirmée au sein même de la Conférence, de certains intérêts.

Elles ont cru devoir omettre toute mention qui ne se serait justifiée que par l'importance des intérêts économiques ou par des considérations de situation géographique.

Si elles ont renoncé à mentionner certains Etats, c'est aussi qu'en raison du fait que ces Etats n'ont guère, à l'heure présente, de prohibitions de réelle importance, elles croient pouvoir compter sur leur ratification ou adhésion.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les membres de la Société et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

(Mêmes signatures qu'au bas de l'Accord complémentaire.)

Déclaration annexe.

Les Délégations de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Hongrie, en acceptant, en faveur de la Tchécoslovaquie, l'exception de la quartzite en vertu du § 2 de l'article 6 de la Convention, déclarent que leur consentement n'avait été obtenu que moyennant l'engagement de la Tchécoslovaquie de maintenir, aussi longtemps que la Convention restera en vigueur, les contingents et les conditions d'exportation actuellement accordés en vertu de traités ou d'arrangements spéciaux.

Allemagne :
D^r Ernst TRENDLENBURG.

Autriche :
D^r Richard SCHÜLLER.

Hongrie :
NICKL.

Tchécoslovaquie :
IBL.

Arrangement international relatif à l'exportation des Peaux.

(Enumération des Chefs d'Etats.)

Désireux de mettre fin aux entraves qui affectent actuellement le commerce de certaines matières premières et de donner au vœu exprimé dans l'Acte final de la Convention du 8 novembre 1927 pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation une application aussi favorable que possible à la production et aux échanges internationaux,

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

(Liste des Plénipotentiaires.)

lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement qu'à partir du 1^{er} octobre 1929, l'exportation des peaux et pelleteries fraîches ou préparées ne sera soumise à aucune prohibition, sous quelque forme ou dénomination que ce soit.

Art. 2.

Les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement qu'à partir de la même date, il ne sera maintenu ou institué sur les produits visés à l'article 1^{er}, aucun droit d'exportation ni aucune taxe — hormis le droit de statistique — qui, en vertu de la législation respective des Hautes Parties contractantes, ne serait pas applicable à toutes les transactions commerciales dont ces produits feraient l'objet.

Art. 3.

Le présent Arrangement, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Il pourra être signé ultérieurement jusqu'au 31 décembre 1928 au nom de tout Membre de la Société des Nations, et de tout Etat non Membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire du présent Arrangement.

Art. 4.

Le présent Arrangement sera ratifié.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1^{er} juillet 1929 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres, parties au présent Arrangement et à la Convention du 8 novembre 1927.

Au cas où le présent Arrangement n'aurait pas été ratifié à cette date par certains Membres de la Société des Nations, ou par certains Etats non Membres, au nom desquels il a été signé, les Hautes Parties contractantes seront, par le Secrétaire général de la Société des Nations, invitées à se concerter sur la possibilité de sa mise en vigueur. Elles s'obligent à participer à cette consultation, qui devra être effectuée avant le 1^{er} septembre 1929.

Si, à la date du 1^{er} septembre 1929, tous les Membres de la Société des Nations et les Etats non Membres, au nom desquels le présent Arrangement a été signé, l'ont ratifié ou si, en vertu de la procédure prévue à l'alinéa précédent, ceux au nom desquels il a été ratifié en décident la mise en vigueur, cette mise en vigueur interviendra à la date du 1^{er} octobre 1929 et sera notifiée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les Hautes Parties contractantes du présent Arrangement et de la Convention du 8 novembre 1927.

Art. 5.

A partir du 1^{er} janvier 1929, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat visé à l'article 3, pourront adhérer au présent Arrangement.

Cette adhésion s'effectuera par une notification faite au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous ceux qui ont signé ou adhéré au présent Arrangement.

Art. 6.

Si, après l'expiration d'une période de deux ans à dater de la mise en vigueur du présent Arrangement, une demande de revision de l'article 2 était adressée au Secrétaire général de la Société des Nations par un tiers au moins des Membres de la Société des Nations et des Etats non Membres, parties au présent Arrangement, les autres s'engagent à prendre part à toute consultation qui pourrait avoir lieu à cet effet.

Tout membre de la Société des Nations ou tout Etat non Membre, partie au présent Arrangement, pourra, au cas où cette consultation aboutirait au refus de la revision par lui demandée ou s'il estimait ne pouvoir souscrire à l'article 2 revisé, reprendre, en ce qui concerne la matière de cet article, sa liberté d'action six mois après le refus de revision ou à dater de la mise en vigueur de l'article 2 revisé, à condition d'en avertir le Secrétaire général de la Société des Nations.

Si, à la suite de dénonciations intervenues en conformité de l'alinéa précédent, un tiers des Membres de la Société des Nations et des Etats non Membres, parties au présent Arrangement et ne l'ayant pas dénoncé, demandaient une nouvelle consultation, toutes les Hautes Parties contractantes s'engagent à y participer.

Toute dénonciation intervenue en conformité des dispositions ci-dessus sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Art. 7.

Sans préjudice des dispositions de l'article précédent en ce qui concerne la dénonciation, le présent Arrangement pourra être dénoncé au nom de tout Membre de la Société des Nations ou tout Etat non Membre après l'expiration de la cinquième année de son application. Cette dénonciation produira ses effets douze mois après la notification adressée en son nom au Secrétaire général de la Société des Nations.

Cette dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'Etat non Membre au nom duquel la dénonciation aura été faite.

Toute dénonciation intervenue en conformité de cette procédure sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Si l'une des Hautes Parties contractantes estime que la dénonciation ainsi intervenue crée une situation nouvelle et adresse une demande à cet effet au Secrétaire général de la Société des Nations, celui-ci convoquera une Conférence à laquelle les autres Hautes Parties contractantes s'engagent à participer. Ladite Conférence pourra, soit dans un délai à fixer par elle, mettre fin aux obligations résultant du présent Arrangement, soit en modifier les dispositions. Au cas où l'un des Membres de la Société des Nations ou l'un des Etats non Membres, partie au présent Arrangement, estimerait ne pouvoir souscrire aux modifications intervenues, ledit Arrangement pourrait être dénoncé en son nom et il sera libéré de ses obligations à la date à laquelle la dénonciation qui a provoqué la convocation de cette Conférence produira ses effets.

Art. 8.

Les dispositions des articles 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la Convention du 8 novembre 1927 et les dispositions du Protocole relatives à ces articles, ainsi que du paragraphe *b* du Protocole ad article 1^{er}, s'appliqueront au présent Arrangement dans la mesure que comportent les engagements qui y sont contenus et les produits qu'il vise. Pour l'application de la procédure prévue audit article 8, il ne sera fait aucune distinction entre les dispositions des articles précédents du présent Arrangement.

* * *

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Arrangement.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations.

<i>Allemagne :</i> Adolf REINSHAGEN.	<i>Italie :</i> A. DI NOLA.
<i>Autriche :</i> Dr Richard SCHÖLLER.	P. TROISE.
<i>Belgique :</i> J. BRUNET.	<i>Luxembourg :</i> Albert CALMES.
F. VAN LANGENHOVE.	<i>Pays-Bas :</i> POSTHUMA.
<i>Grande-Bretagne et Irlande du Nord,</i> ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations :	<i>Pologne :</i> François DOLEZAL.
S. J. CHAPMAN.	<i>Roumanie :</i> ANTONIADE.
<i>Danemark :</i> J. CLAN.	César POPESCO.
William BORBERG.	J. G. DUMITRESCO.
<i>Finlande :</i> Rudolf HOLSTI.	<i>Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :</i> Constant FOTITCH.
<i>France :</i> E. LECUYER.	Georges CURCIN.
<i>Hongrie :</i> NICKL.	<i>Suisse :</i> D. STUCKI.
	<i>Tchécoslovaquie :</i> Dr F. PEROUTKA.

Protocole de l'Arrangement.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement international relatif à l'exportation des peaux, conclu à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes, destinées à assurer l'application de cet Arrangement :

Les dispositions de l'Arrangement relatif à l'exportation des peaux, en date de ce jour, s'appliquent aux prohibitions et restrictions à l'exportation des produits visés à l'article premier dudit Arrangement des territoires des Hautes Parties contractantes vers le territoire de l'une quelconque des autres Hautes Parties contractantes.

Ad Article premier.

On entend par « peaux et pelleteries préparées », au sens du présent Accord, les peaux ayant subi une préparation destinée uniquement à assurer leur conservation.

ad Art. 2.

Au bénéfice de la déclaration ci-après que le délégué de la Roumanie a souscrite, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour dispenser provisoirement cet Etat des dispositions de l'article 2 de l'Arrangement en date de ce jour.

Déclaration de la Délégation roumaine.

En se réservant le droit de maintenir, sur les peaux et pelleteries fraîches ou préparées, des droits d'exportation, le Gouvernement roumain déclare n'avoir aucune intention de maintenir, quant à ces articles, par des taxes exagérées, la prohibition abolie ; il entend seulement garder toute sa liberté afin d'arriver, par la réduction dégressive des taxes d'exportation, à une situation normale, ce qu'il a d'ailleurs fait pour d'autres matières premières.

Antoniade.

* * *

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations.

(Mêmes signatures qu'au bas de l'Arrangement.)

Arrangement international relatif à l'exportation des os.

(Enumération des Chefs d'Etats.)

Désireux de mettre fin aux entraves qui affectent actuellement le commerce de certaines matières premières et de donner au vœu exprimé dans l'Acte final de la Convention du 8 novembre 1927 pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation une application aussi favorable que possible à la production et aux échanges internationaux.

Ont désigné pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

(Liste des Plénipotentiaires.)

lesquels, après avoir communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes prennent l'engagement qu'à partir du 1^{er} octobre 1929, l'exportation des os bruts ou dégraissés, ainsi que leurs déchets, des cornes, ongles et sabots, ainsi que de leurs déchets, et des cuirs à colle, ne sera soumise par elles à aucune prohibition ou restriction, sous quelque forme ou dénomination que ce soit.

Art. 2.

Les Hautes Parties contractantes qui, actuellement, n'appliquent aucun droit d'exportation sur les produits visés à l'article 1^{er}, ou dont les droits d'exportation sur ces produits ne dépassent pas le taux de fr. 1.50 suisse par 100 kilogrammes, s'obligent à n'instituer ou à ne maintenir, à dater du 1^{er} octobre 1929, aucun droit d'exportation dépassant ce taux de fr. 1.50 suisse.

Art. 3.

Les Hautes Parties contractantes qui, actuellement, appliquent aux produits visés à l'article 1 un droit d'exportation supérieur à 3 francs suisses s'obligent à le ramener, à partir du 1^{er} octobre 1929 à un taux ne dépassant pas ce chiffre.

Art. 4.

Les Hautes Parties contractantes qui, actuellement, appliquent aux produits visés à l'article 1 un droit d'exportation supérieur à fr. 1.50, mais ne dépassant pas 3 francs suisses, sans avoir établi de prohibition pour ces produits, s'engagent à ne pas majorer les taux actuellement en vigueur.

Pourront toutefois être portés jusqu'au maximum de 3 francs suisses les droits d'exportation appliqués par les Hautes Parties contractantes qui ont actuellement un droit supérieur à fr. 1.50 et ne dépassant pas 3 francs suisses, si du moins ces droits sont actuellement appliqués sous le régime de la prohibition.

Art. 5.

Parmi les produits visés à l'article 1^{er}, il ne pourra être institué ni maintenu aucune taxe — hormis le droit de statistique — qui, en vertu de la législation respective des Hautes Parties contractantes, ne serait pas applicable à toutes les transactions commerciales dont ces produits feraient l'objet.

Art. 6.

Le présent Arrangement n'exclut aucunement la faculté, pour les Hautes Parties contractantes, de conclure des accords particuliers groupant un certain nombre d'entre elles et basés, soit sur la limitation du droit d'exportation à un chiffre inférieur à celui autorisé par ledit Arrangement, soit sur la suppression de tout droit de sortie.

Ces accords ne pourront cependant porter atteinte aux droits qui, pour les Etats tiers, résulteraient de conventions fondées sur le traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 7.

Le présent Arrangement, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Il pourra être signé ultérieurement jusqu'au 31 décembre 1928 au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non Membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura, à cet effet, communiqué un exemplaire du présent Arrangement.

Art. 8.

Le présent Arrangement sera ratifié.

Les instruments de ratification seront déposés avant le 1^{er} juillet 1929 auprès du Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera immédiatement la réception à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres, parties au présent Arrangement et à la Convention du 8 novembre 1927.

Au cas où le présent Arrangement n'aurait pas été ratifié à cette date par certains membres de la Société des Nations ou par certains Etats non membres, au nom desquels il a été signé, les Hautes Parties contractantes seront, par le Secrétaire général de la Société des Nations, invitées à se concerter sur la possibilité de sa mise en vigueur. Elles s'obligent à participer à cette consultation, qui devra être effectuée avant le 1^{er} septembre 1929.

Si, à la date du 1^{er} septembre 1929, tous les membres de la Société des Nations et les Etats non membres, au nom desquels le présent Arrangement a été signé, l'ont ratifié ou si, en vertu de la procédure prévue à l'alinéa précédent, ceux au nom desquels il a été ratifié en décident la mise en vigueur, cette mise en vigueur interviendra à la date du 1^{er} octobre 1929 et sera notifiée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les Hautes Parties contractantes au présent Arrangement et à la Convention du 8 novembre 1927.

Art. 9.

A partir du 1^{er} janvier 1929, tout membre de la Société des Nations et tout Etat visé à l'article 7 pourront adhérer au présent Arrangement.

Cette adhésion s'effectuera par une notification faite au Secrétaire général de la Société des Nations pour être déposée dans les archives du Secrétariat.

Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tous ceux qui ont signé ou adhéré au présent Arrangement.

Art. 10.

Si, après l'expiration d'une période de deux ans à dater de la mise en vigueur du présent Arrangement, une demande de revision des articles 2, 3 ou 4 était adressée au Secrétaire général de la Société des Nations par un tiers au moins des Membres de la Société des Nations et des Etats non Membres, parties au présent Arrangement, les autres s'engagent à prendre part à toute consultation qui pourrait avoir lieu à cet effet.

Tout Membre de la Société des Nations ou tout Etat non Membre, partie au présent Arrangement, pourra, au cas où cette consultation aboutirait au refus de la revision par lui demandée ou s'il estimait ne pouvoir souscrire aux articles 2, 3 ou 4 révisés, reprendre, en ce qui concerne la matière de ces articles, sa liberté d'action six mois après le refus de revision ou à dater de la mise en vigueur des articles 2, 3 ou 4 révisés, à condition d'en avertir le Secrétaire général de la Société des Nations.

Si, à la suite de dénonciations intervenues en conformité de l'alinéa précédent, un tiers des Membres de la Société des Nations et des Etats non Membres, parties au présent Arrangement et ne l'ayant pas dénoncé, demandaient une nouvelle consultation, toutes les Hautes Parties contractantes s'engagent à y participer.

Toute dénonciation intervenue en conformité des dispositions ci-dessus sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Art. 11.

Sans préjudice des dispositions de l'article précédent en ce qui concerne la dénonciation, le présent Arrangement pourra être dénoncé au nom de tout Membre de la Société des Nations ou tout Etat non Membre après l'expiration de la cinquième année de son application. Cette dénonciation produira ses effets douze mois après la notification adressée en son nom au Secrétaire général de la Société des Nations.

Cette dénonciation n'aura d'effet qu'en ce qui concerne le Membre de la Société des Nations ou l'Etat non Membre au nom duquel la dénonciation aura été faite.

Toute dénonciation intervenue en conformité de cette procédure sera communiquée immédiatement par le Secrétaire général de la Société des Nations à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Si l'une des Hautes Parties contractantes estime que la dénonciation ainsi intervenue crée une situation nouvelle et adresse une demande à cet effet au Secrétaire général de la Société des Nations, celui-ci convoquera une conférence à laquelle la Hautes Parties contractantes s'engagent à participer. Ladite Conférence pourra, soit dans un délai à fixer par elle, mettre fin aux obligations résultant du présent Arrangement, soit en modifier les dispositions. Au cas où l'un des Membres de la Société des Nations ou l'un des Etats non Membres, partie au présent Arrangement, estimerait ne pouvoir souscrire aux modifications intervenues, ledit Arrangement pourrait être dénoncé en son nom et il sera libéré de ses obligations à la date à laquelle la dénonciation qui a provoqué la convocation de cette Conférence produira ses effets.

Art. 12.

Les dispositions des articles 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la Convention du 8 novembre 1927 et les dispositions du Protocole relatives à ces articles, ainsi que du paragraphe b) du Protocole ad article 1^{er}, s'appliqueront au présent Arrangement dans la mesure que comportent les engagements qui y sont contenus et les produits qu'il vise. Pour l'application de la procédure prévue audit article 8, il ne sera fait aucune distinction entre les dispositions des articles précédents du présent Arrangement.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Arrangement.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations.

Allemagne :

Adolf REINSHAGEN.

Autriche :

D^r Richard SCHULLER.

Belgique :

J. BRUNET.

F. VAN LANGENHOVE.

Grande-Bretagne et Irlande du Nord,

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations :

S. J. CHAPMAN.

Danemark :

J. CLAN.

William BORBERG.

Finlande :

Rudolf HOLSTI.

France :

E. LECUYER.

Hongrie :

NICKL.

Italie :

A. DI NOLA.

P. TROISE.

Luxembourg :

Albert CALMES.

Pays-Bas :

POSTHUMA.

Pologne :

François DOLEZAL.

Roumanie :

ANTONIADE.

César POPESCO.

J. G. DUMITRESCO.

Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

Constant FOTITCH.

Georges CURCIN.

Suisse :

D. STUCKI.

Tchécoslovaquie :

D^r F. PEROUTKA.

Protocole de l'Arrangement.

Au moment de procéder à la signature de l'Arrangement international relatif à l'exportation des os et conclu à la date de ce jour, les soussignés, dûment autorisés, sont convenus des dispositions suivantes, destinées à assurer l'application de cet Arrangement:

Les dispositions de l'Arrangement relatif à l'exportation des os, en date de ce jour, s'appliquent aux prohibitions et restrictions à l'exportation des produits visés à l'article premier dudit Arrangement des territoires des Hautes Parties contractantes vers le territoire de l'une quelconque des autres Hautes Parties contractantes.

Section I

ad Article premier.

a) Les dispositions de l'article 1 s'appliquent à l'Italie seulement en ce qui concerne les cuirs à colle.

Pour les autres marchandises mentionnées audit article premier, les Hautes Parties contractantes, en reconnaissant que l'Italie se trouve, du fait des conventions conclues avec certains pays, dans l'impossibilité d'augmenter son droit d'exportation de 2 livres papier, sont d'accord pour qu'elle puisse maintenir la prohibition actuellement en vigueur, tant que la stipulation concernant le taux du droit d'exportation sur les os n'aura pas pris fin.

b) Les déchets d'os comprennent, notamment, les os découpés provenant de la fabrication des boutons ou d'autres fabrications similaires et désignées communément sous le nom de « dentelles ».

Section II

ad Art. 2.

Pour l'application de l'article 2, les Hautes Parties contractantes reconnaissent que la situation spéciale de l'Autriche, de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie autorise ces pays à appliquer, par dérogation aux dispositions dudit article 2, un droit d'exportation qui pourra dépasser le taux de 1 fr. 50 suisse qui y est prévu, mais ne pourra cependant, en aucun cas, dépasser celui de 3 francs suisses.

Section III

ad Art. 3.

Au bénéfice des déclarations ci-après que les délégués de la Pologne, de la Roumanie et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ont souscrites, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour que ces Etats soient provisoirement dispensés de toute obligation en ce qui concerne les taux des droits d'exportation sur les produits visés à l'article 1^{er} de l'Arrangement en date de ce jour

A. — Déclaration de la Délégation polonaise.

Le Gouvernement de la Pologne ayant, aux termes de la Section III du Protocole, ad article 3 ci-dessus, bénéficié de la faculté de maintenir ou d'instituer, sans limitation de taux, un droit d'exportation sur les produits visés à l'article 1^{er} de l'Arrangement en date de ce jour, donne volontiers l'assurance qu'il n'aggraverà pas le taux actuellement en vigueur et de faire tous ses efforts pour le réduire progressivement dans l'avenir.

François DOLEZAL.

B. — Déclaration de la Délégation roumaine.

En se réservant le droit de maintenir, sur les os bruts ou dégraissés, ainsi que sur leurs déchets, des droits d'exportation, le Gouvernement roumain déclare n'avoir aucune intention de maintenir, quant à ces articles, par des taxes exagérées, la prohibition abolie; il entend seulement garder toute sa liberté afin d'arriver, par la réduction dégressive des taxes d'exportation, à une situation normale, ce qu'il a d'ailleurs fait pour d'autres matières premières.

ANTONIADE.

C. — Déclaration de la Délégation du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ayant, aux termes de la Section III du Protocole, ad article 3 ci-dessus, bénéficié de la faculté de maintenir, ou d'instituer, sans limitation de taux, un droit d'exportation sur les produits visés à l'article 1 de l'Arrangement en date de ce jour, donne volontiers l'assurance de ne pas dépasser le taux de 4 francs suisses et de faire tous ses efforts pour le réduire progressivement dans l'avenir.

Const. FOTITCH.

Section IV

ad Art. 2, 3 et 4.

En ce qui concerne les cuirs à colle, les Hautes Parties contractantes sont d'accord qu'ils ne sauraient être assimilés aux produits visés aux articles 2, 3 et 4, et que, sauf de la part des Etats visés à la Section III du présent Protocole aucun droit d'exportation ne saurait être établi par elles sur les cuirs à colle. Toutefois, elles admettent que la Hongrie pourra établir sur ce produit un droit d'exportation qui ne pourra en aucun cas dépasser les deux tiers des droits applicables aux produits visés à l'article 1 de l'Arrangement en date de ce jour.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève, le onze juillet mil neuf cent vingt-huit, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations.

(Mêmes signatures qu'au bas de l'Arrangement.)

Avis du Conseil d'Etat.

Sous la date du 20 novembre dernier, le Conseil d'Etat a été saisi par M. le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et par M. le Directeur général du commerce et de l'industrie, d'un projet de loi ayant pour objet de ratifier divers arrangements internationaux concernant l'abolition des prohibitions et restrictions relatives à l'importation et à l'exportation.

Le Conseil d'Etat applaudit à l'initiative prise par la Société des Nations et aux efforts qui ont été faits pour arriver, après des discussions approfondies, aux résultats consacrés par les actes signés à Genève le 8 novembre 1927 et le 11 juillet 1928.

Le malaise pesant sur la vie économique de l'Europe provenait en grande partie de la politique suivie par un grand nombre de pays qui, au lieu de favoriser l'extension des marchés, érigeaient des obstacles souvent artificiels, qui empêchaient le libre développement des relations commerciales et industrielles de nation à nation. Au lieu de se baser sur les saines conceptions de la vraie doctrine économique, ils ont construit des barrières parfois infranchissables.

Cette politique pouvait à la rigueur se concevoir pendant les années qui ont immédiatement suivi la guerre, et ce pour permettre aux industriels de retenir la matière première en grande partie détruite par les effets de la guerre et de consolider leurs positions. Mais aujourd'hui, dix ans après la guerre, les réglementations inspirées par ces considérations ne se justifient plus. D'un côté, elles ont donné aux commerçants et aux industriels qui n'avaient plus à redouter la concurrence internationale, des habitudes de quiétude qui ne favorisent pas la production ; d'un autre côté, l'existence des obstacles douaniers et autres a maintenu les prix à un niveau trop élevé, tout en empêchant le nivellement des prix par la reprise des relations normales entre les pays de l'Europe.

Il est heureux que les conventions de Genève marquent une étape décisive sur la voie du rétablissement de la circulation des marchandises telle qu'elle existait avant la guerre, et il est à souhaiter que les parties contractantes ne fassent qu'un usage exceptionnel et très restreint des facultés leur laissées par les art. 4 et 5 de la convention principale.

La situation spéciale dans laquelle se trouve le Grand-Duché de Luxembourg lui trace encore tout particulièrement la ligne de conduite à observer en ce domaine. Aussi le Conseil d'Etat ne peut-il que donner son attache pleine et entière aux trois conventions dont la ratification est demandée par le Gouvernement.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 18 janvier 1929.

Le Secrétaire,
A. FUNCK.

Le Président ff.,
E. ARENDT.

Arrêté grand-ducal de dépôt.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Sur le rapport de Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et de Notre Directeur général des travaux publics, du commerce et de l'industrie ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Article unique. — Notre Ministre d'Etat, Président du Gouvernement, et Notre Directeur général des travaux publics, du commerce et de l'industrie sont autorisés à présenter en Notre nom à la Chambre des députés le projet de loi portant approbation des Actes internationaux relatifs à l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, signés à Genève le 8 novembre 1927 et le 11 juillet 1928.

Luxembourg, le 31 janvier 1929.

CHARLOTTE.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
J. BECH.

Le Directeur général des travaux publics,
du commerce et de l'industrie,
A. CLEMANG.

